



FIR DECH A FIR DAÏ LAND

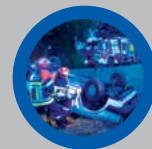


N° 75 /2012

PUBLICATION PÉRIODIQUE DE L'ADMINISTRATION DES SERVICES DE SECOURS



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Administration des services de secours



SOMMAIRE

Préface de Monsieur Michel Feider, Directeur de l'Administration des services de secours	4
Extraits du rapport d'activité 2011	6
Statistiques Protection civile 2011	39
Statistique Service Incendie 2011	43
En mémoire de M.Jaans et M.Meyer	46
Arrivées et départs de personnel à l'Administration des services de secours	50
Remise des prix 112 organisée par l'EENA (European Emergency Number Association) dans la rubrique « Citoyen exceptionnel »	55
L'esprit du Titanic	57
Séminaire « Lessons Learned » à Copenhague	59
Erweitertes Einsatzzentrum in Fels eingeweiht	61
GSP Forum international de conférences	63
Ambulancierausbildung in der Caserne Grand Duc Jean in Diekirch	65
Annonce de recrutement pour nageurs sauveteurs et plongeurs	66
Ausbildung zum Bergungstauchen Stufe 3 der Bundesanstalt Technisches Hilfswerk	67
Exercice „Plan nombreuses victimes“ à Wasserbillig	70
Gefahrguteinsatz bei der Circuit Foil in Wiltz	76
UE Echange entre experts THW ENT Brême-Basse Saxe et GSP DbE CISM.Team Luxembourg du 01-04.12.2011	78
GSP on Tour 2012 : Loveparade	80
Emergency.Lu Mission Sudan	82
Annonce de recrutement pour instructeurs en matière de sauvetage et lutte contre l'incendie	84
Changements intervenus au sein des cadres de l'ASS	85
Liens internet	89
Répertoire téléphonique	90

PRÉFACE

Depuis un bon bout de temps, les intéressés non impliqués dans le processus de préparation du « chantier » de la réforme des services de secours n'ont plus entendu souffler mot de l'état d'avancement de cette réforme, dont la nécessité, rappelons-le, a trouvé le consensus de toutes les parties impliquées. Effectivement, au cours des derniers mois, les groupes de travail, mis en place par le ministre de l'Intérieur

et à la Grande Région, se sont investis pour mener à bien leurs devoirs. Lors de la rédaction de la présente, les groupes de travail étaient sur le point de finaliser les conclusions de leurs réflexions. Un dossier final de synthèse devrait être disponible fin de la première moitié de 2012 et sera présenté au public intéressé.

Il y a lieu de rappeler que le travail de ces groupes vise les aspects techniques de la réforme qui sont le schéma national d'analyse et de couverture des risques, le statut et la formation des intervenants, la structure d'accueil avec son organisation et son fonctionnement et son financement, les mesures en faveur du bénévolat, la prévention et la planification et finalement les aspects juridiques.

L'issue de ces réflexions sur des aspects et thématiques techniques constitue certes un consensus de départ, mais ces réflexions ne sauraient être considérées comme gravées dans du marbre. Elles constituent le point de départ pour une discussion approfondie qui doit être entamée entre les décideurs politiques sur la voie à suivre et notamment sur la forme de la structure d'accueil.

Lors de la discussion au niveau politique, une attention particulière sera adressée au mode de financement et notamment à la contribution de la part étatique/communes d'une part, mais également à la clé pour définir la contribution individuelle des différentes communes. Une chose est sûre: lors des discussions parlementaires à l'occasion du vote de la loi du 12 juin 2004 portant création d'une Administration des services de secours, tous les partis politiques consentaient pour dire que des réformes étaient nécessaires mais qu'elles ne seraient pas à titre gratuit.

Sont directement ou indirectement liés à cette réforme d'autres « chantiers » d'envergure. Ainsi, la construction du Centre National d'Incendie et de Secours au Rond-point Gluck avec son terrain d'entraînement externe, la mise en place d'un nouveau gestionnaire des alertes ou encore la création de l'Institut National de Formation, telle que prévue par la législation, sont des projets y associés qui attendent leur exécution et qui sont étroitement liés à la réforme de nos services de secours, des projets qui constituent des « chantiers » dans le « chantier ».

Aujourd'hui notre pays se retrouve dans un cadre économique difficile, une situation qui risque de perdurer un bon bout de temps. Chaque maître d'ouvrage est conscient du fait que la mise en place d'un « chantier » implique des frais et que les édifices à construire doivent répondre aux besoins futurs. Espérons que les limitations et restrictions budgétaires annoncées ne freinent le processus et que cette réforme puisse avancer à grands pas.

Michel Feider

Directeur de l'Administration des services de secours

EXTRAITS DU RAPPORT D'ACTIVITÉ DE L'ADMINISTRATION DES SERVICES DE SECOURS

ANNÉE 2011

(Une copie complète peut être téléchargée
du site www.112.lu sous «publications».)



1. PERSONNEL

1.1. Personnel professionnel

L'effectif du personnel fixe de l'Administration
des services de secours se compose de :

31 fonctionnaires dont :

- 1 directeur
- 3 chefs de division
- 1 attaché de direction
- 1 ingénieur en informatique détaché du Centre des technologies de l'Etat
- 2 ingénieurs techniciens inspecteurs principaux 1er en rang
- 1 inspecteur principal
- 1 chef de bureau adjoint
- 1 rédacteur principal
- 1 expéditionnaire administratif
- 1 artisan dirigeant
- 1 artisan
- 17 préposés au service d'urgence, dont une personne partira en retraite en printemps 2012

36 employés dont :

- 6 employés à tâche complète
- 5 employés à tâche partielle dont une personne qui avait un contrat à tâche complète pour une année entre le 1er novembre 2010 et le 31 octobre 2011.
- 25 agents professionnels des services de secours.

14 ouvriers, dont :

- 1 cuisinier à tâche complète
- 11 ouvriers à tâche complète
- 2 ouvriers à tâche partielle

Le cadre du personnel est complété par trois travailleurs handicapés
ayant le statut d'employé de l'Etat et des tâches à temps plein.

1.2. Personnel bénévole

Le contingent des agents bénévoles des services de secours comporte à l'heure actuelle **8.447** femmes et hommes actifs. Il y a lieu de relever que certaines personnes assument plusieurs fonctions en même temps.

Le service de la protection civile se compose comme suit :

- 25 centres de secours avec un effectif total de **1.941 bénévoles** assurant 24 heures sur 24 le service ambulancier et le sauvetage dans le pays,
- le groupe d'alerte avec un effectif de **23** volontaires,
- le groupe d'hommes-grenouilles avec un effectif de **32** volontaires ,
- le groupe de protection radiologique avec un effectif de **32** volontaires,
- le groupe de protection contre la pollution par produits chimiques
 - dont **42** personnes dans la section anti-pollution Haute-Sûre
 - dont **2** personnes dans le volet analytique
 - et **46** personnes dans la section assurant le volet opérationnel,
- le groupe canin avec un effectif de **14** volontaires,
- le groupe de support psychologique avec un effectif de **162** volontaires,
- l'unité logistique de ravitaillement avec un effectif de **53** volontaires,
- le groupe logistique avec un effectif de **22** volontaires,
- le « Humanitarian Intervention Team » (HIT) avec un effectif de **45** volontaires,
- le corps des instructeurs avec un effectif de **135** personnes,
- les conseillers techniques avec un effectif de **12** personnes.

Le service d'incendie et de sauvetage comprend 8.569 bénévoles répartis sur 167 corps communaux, dont **5.886 agents actifs entre l'âge de 16 et 64 ans**, 1.491 jeunes en dessous de seize ans, 57 inactifs et 1.135 retraités de plus de soixante-cinq ans.

Il convient de préciser que le nombre total de 8.021 agents ne correspond pas au nombre total de personnes engagées auprès des services de secours étant donné que certains de ces agents remplissent plusieurs fonctions (p.ex. une personne qui est en même temps secouriste-ambulancier, sapeur-pompier et membre d'un groupe spécial) et sont ainsi comptés plusieurs fois.

2. FORMATION

2.1. Population et entreprises

2.1.1 Cours élémentaires en secourisme

Organisés d'une part en collaboration avec les administrations communales et d'autre part sur demande des entreprises dans le cadre de leurs obligations relatives à la sécurité et santé des travailleurs au travail, les cours élémentaires de secourisme connaissent un succès croissant d'année en année.

Le nombre total de **cours élémentaires** de secourisme organisés en 2011 était de **235** avec **2.819 participants** par rapport aux 191 cours avec 3.276 participants de l'année 2010. Au cours de l'année 2011, **113 cours de rappel** avec **1369 participants** ont été organisés par l'Administration des services de secours.

2.1.2 Cours de manipulation des extincteurs

Les cours de manipulation des extincteurs sont organisés dans les locaux de l'ENSIS ou encore dans les entreprises. Les instructeurs en matière d'incendie sont chargés de l'instruction de ces cours. Les cours comprennent une partie théorique et une partie pratique et sont adaptés aux besoins individuels des participants de chaque cours.

Au cours de l'année 2011, **12 cours** ont été organisés avec un total de **171 participants**.

2.2. Agents des services de secours

2.2.1 Cours tenus à l'Ecole Nationale de la Protection Civile (ENPC)

Au cours de l'année 2011, 91 secouristes-ambulanciers et 70 secouristes-sauveteurs ont clôturé avec succès leur formation respective.

77 cours ont été tenus à l'Ecole Nationale de la Protection Civile (ENPC) à Schimpach au cours de l'année d'instruction 2011. Ces cours ont été fréquentés par un total de **1931 participants** et se répartissent comme suit:

15	cours de sauvetage avec	442	Participants
23	cours pour secouristes ambulanciers avec	596	Participants
2	cours pour le groupe G.P.R. avec	33	Participants
5	cours de plongée avec	92	Participants
2	cours pour les agents du C.N.A. avec	18	Participants
6	cours pour le groupe de support psychologique avec	185	Participants
1	cours pour le HIT avec	26	Participants
3	cours de situation d'exception avec	105	Participants
8	cours divers avec	242	Participants
1	cours pour le groupe canin avec	10	Participants
5	cours Intranet avec	46	Participants
6	cours pour instructeurs et instructeurs stagiaires avec	96	Participants

2.2.2 Cours tenus à l'Ecole Nationale du Service d'Incendie et de Sauvetage (ENSIS)

Au cours de l'année 2011, **820 sapeurs-pompiers** ont clôturé avec succès leur formation respective.

81 cours ont été tenus à l'Ecole Nationale du Service d'Incendie et de Sauvetage à Niederfeulen au cours de l'année d'instruction 2011. Ces cours ont été fréquentés par un total de **1493 participants** et se répartissent comme suit:

21	BAT-1 avec	525	Participants
9	BAT-2 avec	192	Participants
6	BAT-3 avec	150	Participants
3	cours de dépollution (DEPOLL) avec	17	Participants
2	cours de recyclage pour inspecteurs et instructeurs avec	64	Participants
2	cours de recyclage en matière de prévention contre l'incendie avec	85	Participants
3	cours auto-échelle (DLK-A) avec	40	Participants
6	cours moniteurs des jeunes sapeurs-pompiers avec	120	Participants
2	cours de radio-télécommunications pour responsables avec	60	Participants
1	cours administratifs avec	20	Participants
6	cours pour instructeurs-stagiaires avec	28	Participants
20	cours AS et CF 1 et recyclage (ARI) avec	192	Participants

En ce qui concerne la formation au niveau cantonal, les instructeurs en matière d'incendie ont organisé les formations suivantes :

- 10 cours d'initiation préparant au brevet de formation initiale en matière d'incendie (FGA-1),
- 1 cours d'initiation du 2ème degré (FGA-2),
- 8 cours de formation préparant au brevet de formation pour porteurs d'appareils respiratoires isolants (AGT).

3. ACTIVITÉS

3.1. Division de la protection civile

3.1.1. Le service ambulancier

La division de la protection civile dispose de **55 ambulances** qui sont réparties comme suit :

- 48 ambulances à disposition des 24 centres d'intervention
- 1 ambulance pour l'Ecole Nationale de la Protection Civile
- 2 ambulances pour des transports infectieux
- 1 ambulance pour le transport de patients obèses
- 3 ambulances de réserve dont une est stationnée à Bettembourg et 2 à Lintgen.

Pendant l'année **2011**, les ambulances de la division de la protection civile ont effectué **34.804 sorties** en parcourant **1.065.332 kilomètres** par rapport à 33.384 sorties et 994.626 kilomètres parcourus en 2010. Ces interventions se répartissent comme suit :

1.792	sorties dans le cadre des accidents de circulation
5.002	sorties dans le cadre d'accidents divers (travail, ménage, etc.)
9.375	sorties dans le cadre de transports de malades non urgents
15.110	sorties dans le cadre de transports urgents
3.525	sorties dans le cadre d'interventions diverses (incendies, manifestations, exercices)

Depuis que le service ambulancier est assuré par la protection civile, les ambulances ont parcouru un total de 30.238.119 kilomètres lors de 864.144 sorties de 1962 à 2011.

3.1.2. Le service d'aide médicale urgente

Les statistiques suivantes témoignent du nombre d'interventions effectuées par le SAMU au cours de l'année 2011 :

Ettelbruck : 1.473 sorties
Esch/Alzette : 3.005 sorties
Luxembourg : 3.688 sorties

Soit au total : **8.166 sorties** ou en moyenne **22,3 sorties** par jour effectuées par les antennes mobiles du SAMU.

3.1.3. Le service de sauvetage

Au cours de l'année 2011, les véhicules de sauvetage de la division de la protection civile ont parcouru **169.906 km** pour **6.209 sorties**; le total du temps d'intervention presté par les volontaires pendant les interventions était de **21.992 heures**.

(Remarque : données du centre de secours de Wiltz incomplètes ; données du centre de secours de Bigonville non-disponibles pour les mois de juin à décembre.)

3.1.4. Groupe de protection radiologique (GPR)

Au cours de l'année 2011, le GPR est communément intervenue avec la DRP à 6 appels concernant des événements avec des sources radioactives sur le territoire national. Aucun de ces événements n'avait un impact sanitaire pour la population ou des travailleurs concernés.

Au début de l'année 2011, deux membres du groupe ont passé leur examen pour instructeur en matière de protection radiologique, ce qui fait passer le nombre des instructeurs en la matière à quatre.

Au-delà, les instructeurs en matière de protection radiologique ont suivi 4 formations à l'étranger. A côté de ces formations, deux membres du groupe ont suivi une formation approfondie en radioprotection à l'école des sapeurs-pompiers à Mulhouse en France.

Le GPR a organisé 2 formations d'entraînement pratique sur le terrain pour ses membres. Ces formations portaient sur un approfondissement des connaissances scientifiques dans la détection et l'identification de substances radioactives afin d'étendre leurs connaissances aux nouveaux risques et techniques de mesures de radioactivité.

En 2011, les instructeurs en radioprotection du GPR, ont tenu sept cours d'initiation en matière de radioprotection pour des instructeurs en sauvetage et secourisme de la protection civile, ainsi que pour des élèves de l'école de la Police Grand-Ducale.

Le GPR a en outre participé à plusieurs exercices d'urgence nucléaire internationaux, dont les plus importants étaient :

- un exercice ECURIE (UE) ;
- un exercice ConvEx 2a (IAEA),
- l'atelier franco-luxembourgeois appelé « Decon2011 », portant sur l'intervention et la gestion de victimes en cas d'un acte de malveillance mettant en œuvre des substances radiologiques.

De tels exercices répondent aux demandes du « Plan d'Action CBRN », qui a été adopté au niveau de l'Union Européenne.

3.1.5. Groupe d'alerte

Au cours de l'année 2010, les missions du groupe d'alerte ont été élargies. Actuellement, le groupe est intégré d'office dans la cellule de crise de l'ASS en cas d'incidents majeurs.

Un étroit échange d'informations avec les membres de centres d'alerte d'autres pays se fait en participant aux différents séminaires organisés par les Etats membres de l'UE et de l'OTAN.

L'instruction des membres du CNA, composé exclusivement de volontaires, se fait par ordre semestriel à raison de 16 réunions d'instruction au bâtiment de la direction de l'ASS.

La participation aux séminaires de l'ASS et de l'INAP ainsi qu'aux deux week-ends de formations annuelles à l'ENPC à Schimpach font également partie intégrante de la formation des membres du CNA.

En 2011, les cadres et des membres du groupe ont participé à des formations et séminaires auprès de « l'Akademie für Krisenmanagement, Notfallplanung und Zivilschutz » du « Bundesamt für Bevölkerungsschutz und Katastrophenhilfe » en Allemagne.

Un membre du cadre a également suivi le « Community Mechanism Induction course » à Hambourg en novembre 2011.

Le groupe participe à l'élaboration de différents plans particuliers d'intervention et analyse la compréhension et la faisabilité de plans d'urgences externes.

En 2011, le CNA a participé à des exercices internes de communications et d'analyses d'informations.

3.1.6. Unité de support logistique.

Des réunions d'information et d'instruction se sont tenues à la BNS à Lintgen ou sur le terrain. Au cours de l'année, le groupe a effectué **38 interventions** cumulant **986 heures** d'intervention des volontaires et a parcouru **6.620 kilomètres**.

3.1.7. Unité logistique de ravitaillement

Au cours de l'année 2011, le groupe a eu 26 activités différentes, notamment pour ravitailler les bénévoles lors des formations G.S.E. et d'exercices communs. Comme tous les ans, le groupe a également préparé des repas pour les agents volontaires participant au défilé lors de la Fête Nationale.

Du 27 au 30 mai 2011, l'unité logistique de ravitaillement a participé à la journée de la Rhénanie-Palatinat. Une équipe de 12 personnes a préparé des repas pour différentes unités de secours nationales et internationales.

3.1.8. Groupe canin

A plusieurs reprises, des entraînements avec l'Association des Secouristes sans Frontières de France, ONG reconnue de la DDSC et membre INSARAG, se sont déroulés au centre de formation de recherche et de sauvetage en décombres à Altwies. De même, un exercice opérationnel s'est déroulé sur 3 jours à Dijon. Des thèmes différents de recherche de personnes ensevelies, de recherche de surface, descente en rappel avec chien avaient été organisés. La finalité de ce stage était d'apprendre à gérer le stress, l'intégration dans des équipes étrangères, la fatigue, le froid, la chaleur, le matériel, les vivres et le chien.

En février, deux membres ont représenté le groupe canin auprès de l'« IFAH European Pet Night » à Bruxelles.

En mai, durant 3 jours des FMA (formation de maintien des acquis) ont été organisés au centre de formation à Altwies.

En juin 2011, le groupe canin a participé au défilé pour la Fête nationale.

En juillet, un stage de formation était organisé avec le groupe HIT sur le centre de formation.

En octobre, deux membres du groupe canin ont passé avec succès leurs tests de contrôle opérationnel (TCO) en décombres et en quête.

En novembre, le groupe canin a organisé un stage opérationnel de 3 jours sur un terrain militaire en France. Le but de cet exercice était de mettre les équipes de recherche dans des conditions réalistes.

Le groupe canin a organisé et participé à 9 week-ends de formation opérationnels non seulement à l'étranger mais aussi à l'ENPC et au centre de formation à Altwies.

Vu l'importance des missions qui leurs sont confiées, tous les membres doivent se soumettre régulièrement à 2 entraînements collectifs à raison de 8 à 10 heures par semaine. Des entraînements supplémentaires et individuels sont organisés continuellement.

Le groupe canin a participé également à divers exercices et démonstrations.

Le groupe canin intervient aussi lors de capture d'animaux dangereux, blessés suite à des accidents comme pour la capture d'animaux errants sur la voie publique.

En 2011 le Groupe Canin a presté un total de **4824** heures.

3.1.9. Groupe d'hommes-grenouilles

Au cours de l'année 2011, les hommes-grenouilles sont intervenus **34** fois avec un total de **392** heures prestées, dont :

1,5	heures lors de 2 interventions de recherche de personnes
76	heures lors de 6 interventions d'accidents de circulation
3,5	heures lors de 3 interventions de sauvetage de personnes
198	heures lors de 9 interventions concernant une noyade

11,5	heures lors de 4 interventions de recherche de biens
28,5	heures lors de 4 interventions de reconnaissance sous-marine
73	heures lors de 6 interventions diverses

En outre, **3.510** heures de permanence ont été prestées près du lac de barrage d'Esch-sur-Sûre pendant la période estivale (permanence prévue par le règlement grand-ducal du 19 mars 1979 instituant près du lac de barrage d'Esch-sur-Sûre un poste de premiers secours pendant la saison touristique) et **3.660** heures de permanence ont été prestées à l'occasion d'autres activités et engagements en 2011.

Ceci fait au total **7.562** heures prestées en **2011** par les volontaires du groupe des hommes- grenouilles.

En ce qui concerne la formation continue, les membres du groupe ont participé aux formations suivantes :

- Participation avec 8 plongeurs au « Workshop » de la Croix Rouge allemande à Bonn,
- Participation avec 24 plongeurs à une formation à Antibes en France,
- 9 formations avec la Police Grand-Ducale,
- 5 formations communes avec les plongeurs de la police de la Sarre,
- 14 formations communes avec les plongeurs du Département de la Moselle au lac du barrage de la Haute-Sûre,
- 5 formations à l'ENPC avec un total de 332 participants,
- 26 unités de formations à la piscine en hiver 2010 avec un total de 298 participants,
- 1 jour de formation sous forme d'un exercice avec des membres de Luxembourg Air Rescue et le SAMU.

Le groupe a également dispensé des formations, à savoir :

- 2 formations de permis de navigation sur les eaux intérieures pour 100 personnes,
- 1 formation de permis de navigation sur les eaux côtières,
- Examen de clôture pour 2 plongeurs en juin 2011.

3.1.10. Groupe de lutte contre les pollutions par produits chimiques

Au cours de l'année 2011, 25 membres du groupe ont participé à 9 formations spécifiques concernant la lutte contre les produits chimiques et toxiques (4 cours théoriques et 5 cours pratiques). En outre, 2 exercices transfrontaliers ont été organisés avec le « Gefahrsstoffzug » du Landkreis Trier Saarburg, avec lequel le groupe chimique entretient de bonnes relations.

En ce qui concerne les interventions, le groupe est intervenu 4 fois en 2011 dans l'intérêt de la lutte contre la pollution du milieu naturel par hydrocarbures et autres agents chimiques. Pendant l'année écoulée, les volontaires du groupe ont presté 179 heures.

3.1.11. Groupe de support psychologique

Les bénévoles du Groupe de support psychologique (GSP) ont effectué 201 missions au cours de l'année 2011. 50 membres différents du GSP ont participé à ces missions et sont intervenus pour un total de 359 sorties de personnes, seuls ou à plusieurs. Le nombre total d'heures d'intervention prestées lors des 201 interventions est de 1185 heures. Le temps d'intervention moyen par sortie est de 3,5 heures. En moyenne, chacun des intervenants actifs a consacré environ 35 heures pour des missions.

Comme dans les années précédentes, la majorité des interventions concernait des accidents (circulation, domestique, travail, loisirs). Outre les accidents, les raisons de l'intervention du GSP sont souvent en relation avec les décès inattendus de personnes ou alors dans le cadre de suicides, tentatives de suicide, mort subite d'un nourrisson.

3.1.12. Groupe d'intervention chargé de missions humanitaires

Au cours de l'année 2011, les membres du HIT ont participé à plusieurs formations et exercices, à savoir :

- 5 membres du HIT ont participé à 2 exercices « Table-Top » en Croatie et en Slovénie,
- 3 membres ont participé à une formation spécifique en matière de TAST à l'école fédérale du THW à Neuhausen,
- Un membre a participé en tant que chef d'équipe à un « Module Field Exercice » aux Pays-Bas,
- En juin 2011, le HIT a participé à une formation de gestion de situations d'exception (GSE) à Metz ayant mis l'accent sur les techniques de recherche et de sauvetage d'une équipe USAR (« Urban Search and Rescue »),
- 2 personnes ont suivi une formation « Let's Net » du Programme alimentaire mondial (PAM) des Nations Unies à Dubai,
- Plusieurs membres ont participé aux formations dans le cadre du mécanisme de la protection civile de l'Union Européenne,
- Le groupe a en outre organisé deux weekends de formation à Altwies.

En mars 2011, un membre du HIT est intervenu en tant que membre d'un TAST en Tunisie pour assister l'équipe européenne d'experts en protection civile (EUCPT).

Le HIT a en outre été mis en pré-alerte pour intervenir au Japon suite au séisme et au tsunami du 11 mars 2011. Etant donné que les autorités japonaises ont renoncé à demander de l'assistance internationale, le HIT n'a pas été déployé.

Dans le cadre d'emergency.lu, des membres du HIT ont participé à des formations diverses. Ces formations comportent des cours de sécurité organisé par « Luxembourg Air Rescue » (LAR), des cours techniques auprès des entreprises HITEC et SES Astra, etc.

En octobre 2011, 2 personnes du groupe ont participé à un exercice à Dakar au Sénégal pour tester les procédures dans le cadre d'un déclenchement du module emergency.lu.

3.2. Division d'incendie et de sauvetage

3.2.1. Produit de l'impôt spécial 2000-2011

La loi du 21 février 1985 a modifié le taux de l'impôt applicable aux primes d'assurance contre l'incendie prévu dans la loi allemande dite « Feuerschutzsteuergesetz » du 1er février 1939, introduite pendant l'occupation, et qui avait été maintenue en vigueur par arrêté grand-ducal du 26 octobre 1944.

Par l'augmentation de ce taux de 4% à 6%, les moyens financiers du service d'incendie et de sauvetage ont été considérablement augmentés.

Produit de l'impôt spécial 2000-2011 :

Année	Produit de l'impôt spécial
2000	2.611.055
2001	2.267.439
2002	3.147.425
2003	3.823.193
2004	3.578.302
2005	3.761.003
2006	4.076.869
2007	3.415.360
2008	4.202.963
2009	5.195.685
2010	4.964.197
2011	4.289.391

Un premier versement est alloué à la caisse d'assurance des sapeurs-pompiers contre les risques d'accident en service. Ce versement varie

en fonction des accidents survenus aux sapeurs-pompiers en cours d'exercice.

Ensuite, les sommes nécessaires à l'inspection du matériel d'incendie et des corps de pompiers, à l'instruction de ces mêmes corps ainsi qu'aux caisses de secours, aux primes d'encouragement et aux indemnités pour actes de dévouement sont prélevées. Le surplus est réparti entre les communes, à titre de subventions, pour l'achat de matériel ainsi que pour l'organisation d'un service régulier et permanent de secours en cas d'incendie.

3.2.2. Affectation du produit de l'impôt spécial

Les subventions sont fixées en fonction des dépenses d'acquisition du matériel d'incendie et des frais de construction des immeubles servant au service d'incendie. Les taux appliqués varient en fonction des dépenses effectuées et des sommes à répartir. Ils sont actuellement de 50% pour l'acquisition de matériel et de 50% d'un montant plafonné pour la construction et la transformation des immeubles.

L'affectation de cet impôt se fait, suivant arrêté grand-ducal du 31 janvier 1907, comme suit:

Division d'incendie et de sauvetage: affectation du produit de l'impôt spécial :

Année	Subventions aux communes
2000	1.573.842
2001	932.183
2002	1.408.244
2003	2.317.532
2004	1.979.213
2005	1.778.296
2006	2.256.506

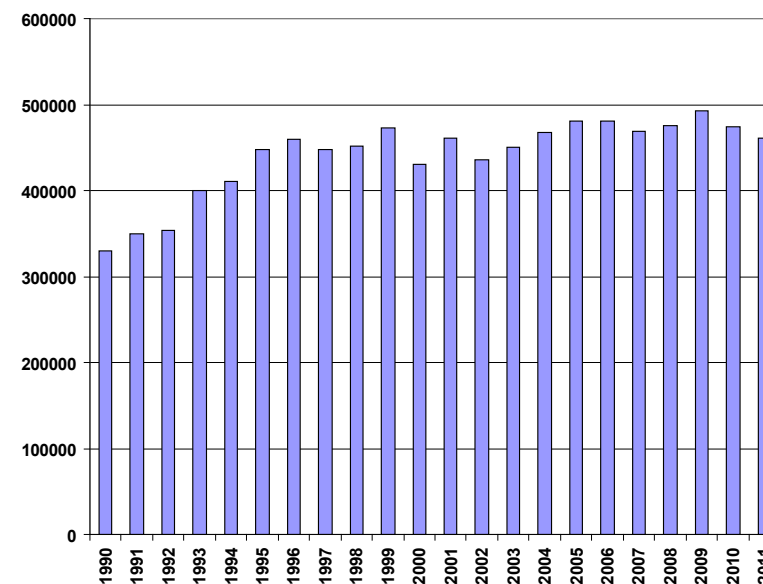
2007	1.365.102
2008	2.593.798
2009	3.026.886
2010	3.070.109

4. CENTRAL DES SECOURS D'URGENCE

Au cours de l'année **2011**, **461.305** appels ont été enregistrés au central des secours d'urgence (CSU112).

MOIS	Appels entrants
Janvier	43382
Février	33652
Mars	36574
Avril	36937
Mai	39610
Juin	40559
Juillet	38463
Août	35285
Septembre	37795
Octobre	41472
Novembre	36898
Décembre	40678
TOTAL	461305

Total des appels de 1990-2011



5. RELATIONS INTERNATIONALES

5.1. Union Européenne

5.1.1. Groupe de travail « protection civile » du Conseil de l'Union européenne

Au cours de l'année 2011, les représentants de la direction de l'Administration des services de secours ont participé à 8 réunions du groupe de travail « protection civile » du Conseil de l'Union Européenne (Prociiv), dont 5 sous Présidence hongroise et 3 sous Présidence polonaise.

Les priorités de la Présidence hongroise étaient la gestion de catastrophes naturelles, la coordination en cas de crise et la protection des infrastructures critiques.

Dans ce cadre s'est déroulé un séminaire à Budapest du 24 au 26 janvier 2011, portant essentiellement sur la prévention, la reconstruction et la coopération interinstitutionnelle en cas d'inondations. Suite à ce séminaire, un document sur la gestion d'inondations dans l'Union Européenne a été rédigé.

D'autres conclusions étaient rédigées au sujet de l'évaluation des risques en cas de gestion de crise dans l'Union Européenne.

La Présidence polonaise débutait ses travaux avec un séminaire sur l'approche intégrée de la communication en cas de crise à Varsovie les 19 et 20 juillet 2011. Après la pause d'été, les travaux reprenaient par un exercice de grande envergure « EU Carpathex 2011 » ainsi que la « conférence recherche sécurité ».

L'approche intégrée de la communication de crise était la priorité de la Présidence polonaise et aboutissait par l'adoption de conclusions à ce sujet en fin de mandat.

En date du 20 décembre 2011, la Commission Européenne présentait sa proposition pour une décision conjointe du Parlement et du Conseil sur le Mécanisme européen de la protection civile. Ce texte sera à la base d'une nouvelle législation pour le Mécanisme européen de la protection civile et l'instrument financier y lié. Les éléments principaux de ce projet sont les suivants :

- Mise en commun des deux textes actuellement en vigueur,
- Création d'un « Emergency Response Centre (ERC) » qui remplace le « Monitoring and Information Centre » (MIC),
- Création d'un pool volontaire de capacités affectées au préalable à la capacité européenne de réponse d'urgence « European Emergency Response Capacity »,
- Mise en place de capacités de réaction au niveau de l'Union Européenne,
- Prépositionnement temporaire de moyens d'intervention dans des situations de risque accru,

- Intégration de la prévention,
- Communication des plans de gestion de risques par les Etats Membres à la Commission Européenne,
- Simplification des démarches administratives relatives au transport,
- Augmentation des fonds,
- Etc.

5.1.2. Commission Européenne

5.1.2.1. Élaboration d'un plan d'action CBRN de l'UE

Dans le cadre du plan d'action CBRN, divers groupes de travail institués par la Commission Européenne ont élaboré des méthodologies pour l'évaluation des risques liés aux différents substances et agents biologiques, chimiques, radiologiques et nucléaires produites, stockées et utilisées dans la Communauté Européenne, ayant le potentiel d'être utilisées pour des actes de malveillance. Un de ces groupes de travail a été chargé d'établir des listes des agents ou substances biologiques, chimiques et radiologiques, dont il faudra, selon le plan d'action, veiller à bien sécuriser l'accès. L'Administration des services de secours a participé aux travaux des sous-groupes « chimique » et « radiologique ».

5.1.2.2. Comité de la protection civile

L'ASS a participé aux deux réunions semestrielles du Comité de la protection civile. Les participants ont analysé la fonctionnalité du mécanisme de la protection civile de l'Union Européenne et ont délibéré sur les urgences les plus importantes en Europe. Le Comité a également établi son programme de travail pour l'année 2012.

5.1.2.3. Réunions des Directeurs-Généraux de Protection Civile de l'Union Européenne

L'Administration des services de secours participe aux réunions semestrielles des Directeurs des Protections Civiles européennes, organisées par la Commission Européenne et conjointement avec les pays en charge de la Présidence. En 2011, ces réunions portaient notamment sur les sujets suivants :

- partenariat EU-UN en matière de la protection civile et de l'aide humanitaire,
- capacités de réponse opérationnelle de l'UE en matière de protection civile et de l'aide humanitaire,
- révision de la législation européenne, c'est-à-dire des décisions du Conseil de l'UE relatives au mécanisme de protection civile et de l'instrument financier de la protection civile,
- la prévention de catastrophes,
- la coopération internationale notamment dans le cadre des "Programmes de Prévention, Préparation et Réponse aux Désastres Naturels et Humains" avec les pays du sud et de l'est (PPRD south, PPRD east).

5.2. Conseil de l'Europe

L'Administration des services de secours assure la fonction du Correspondant Permanent auprès de l'Accord partiel ouvert EUR-OPA (Accord européen et méditerranéen sur les risques majeurs) du Conseil de l'Europe et participe activement aux travaux de cet Accord.

Les travaux de l'Accord s'inscrivent dans les lignes directrices du plan d'action à moyen terme de l'Accord ainsi que des thématiques spécifiques comme p.ex. :

- les risques liés au changement climatique et gouvernance de la réduction des risques de catastrophes en Europe,
- le développement du Forum Européen pour la réduction des risques de catastrophes

- les aspects législatifs du risque : analyse du rôle des autorités locales et régionales dans la gestion des risques majeurs
- l'éducation et la sensibilisation aux risques,
- etc.

5.3. Commission internationale pour la protection de la Moselle et de la Sarre (CIPMS)

Dans sa fonction de Centre Principal d'Alerte auprès de la Commission Internationale pour la protection de la Moselle et de la Sarre (CIPMS), l'Administration des services de secours a participé aux travaux du groupe de travail « Prévention des pollutions accidentelles ».

Dans ce groupe de travail un membre de l'administration a participé à une réunion le 11 avril. Les sujets principaux de ces réunions étaient :

- mise au point d'un système de kilométrage cohérent pour la Moselle et la Sarre,
- élaboration d'une liste des sites industriels présentant un risque potentiel pour les cours d'eau,
- INFOPOL MS – plate-forme d'échange pour le Plan international d'avertissement et d'alerte Moselle-Sarre.

Un membre de l'administration a participé à la réunion plénière les 13 et 14 décembre 2011 à Mondorf-les-Bains. Cette réunion, qui était organisée par la délégation luxembourgeoise, rassemblait les membres des délégations de l'Allemagne, de la Belgique, de la France et du Luxembourg. Il reste à relever que lors de cette manifestation la CIPMS fêtait son 50e anniversaire.

5.4. Commission internationale de la Meuse (CIM)

Un membre de l'Administration des services de secours a représenté le Luxembourg au sein de la Commission Internationale de la Meuse.

Deux réunions du groupe de travail « Pollutions accidentelles » étaient organisées à Liège. Les activités de ce groupe de travail se sont concentrées principalement sur :

- la nouvelle procédure d'alerte basée sur le formulaire numérique, lancée à partir du 1er janvier 2011,
- la carte numérique de base validée et son utilisation comme partie intégrante de la nouvelle procédure d'alerte est recommandée,
- le caractère complet de la liste des notifications,
- élaboration des plans de travail.

Le 16 juin 2011, un atelier a été organisé avec la participation de tous les centres principaux d'alerte. Du CPA Luxembourg une délégation de quatre membres participait à cet atelier qui a débouché sur des recommandations pertinentes pour améliorer et compléter la nouvelle procédure. Les résultats sont fort encourageants et montrent que la communication entre les centres principaux d'alerte est bien établie et se déroule de manière pertinente. Une série d'imperfections ont été décelées lors de l'utilisation du formulaire numérique.

Un membre de l'administration a participé les 01 et 02 décembre à la séance plénière de la CIM à Hasselt (B). Lors de cette assemblée les différents groupes de travail présentaient leurs résultats.

5.5. OTAN

L'Administration des services de secours est membre du sous-groupe CPG (Civil Protection Group) du CEPC (Comité des plans d'urgence dans le domaine civil – ancien SCEPC) de l'OTAN, qui est le principal organe OTAN de consultation pour la protection des populations civiles et l'utilisation des ressources civiles à l'appui des objectifs de l'OTAN.

Le groupe CPG s'est réuni pour sa réunion plénière de printemps au siège de l'OTAN à Bruxelles les 3 et 4 mars 2011. La réunion plénière d'automne a eu lieu les 24 et 25 novembre 2011 à Bruxelles.

Parmi les sujets à l'ordre du jour des réunions du CPG figuraient notamment ses activités en matière de CBRN ainsi que les conclusions tirées de l'exercice CODRII en Moldavie, exercice portant sur un sévère tremblement de terre avec des répercussions chimique, radiologique menaçant des infrastructures critiques.

5.6. Sécurité nucléaire – Commission franco-luxembourgeoise sur la sécurité nucléaire

L'Administration des services de secours a participé en 2011 à la Commission mixte franco-luxembourgeoise de la sécurité nucléaire. Les sujets évoqués en 2011 dans le cadre de cette Commission visaient notamment :

- l'implication des Autorités luxembourgeoises dans les Evaluations Complémentaires de Sûreté (ECS) menées en France suite à l'accident survenu à la centrale japonaise de Fukushima,
- le bilan détaillé des événements ayant trait à la sûreté nucléaire de la centrale de Cattenom et des inspections réalisées en 2010 et 2011,
- les échanges de vue sur les différents domaines de coopération entre les deux pays en matière d'urgence nucléaire.

5.7. Commission régionale SaarLorLux-Trèves/Palatinat

Après l'accident nucléaire de Fukushima, il a été décidé par les ministres lors d'un sommet de la Grande Région de renforcer davantage les exercices de mise en œuvre des plans d'intervention Cattenom. De même, à l'occasion de la première réunion de la Commission intergouvernementale franco-luxembourgeoise pour le renforcement de la coopération transfrontalière tenue le 21 avril 2011 à Senningen, le papier de conclusions adopté par les deux Parties retenait le renforcement de la coopération opérationnelle, qui pourrait prendre la forme d'exercices communs des services de secours.

Pour l'organisation de ces exercices, il a été décidé de s'appuyer sur des structures existantes pour éviter de créer de nouvelles structures. Le sous-groupe de travail «Protection Civile, Sapeurs-Pompiers», créé en 2004 dans le cadre du groupe de travail «Sécurité et Prévention» de la commission régionale SaarLorLux-Trèves/Palatinat, a été chargé au cours de l'année 2011 de préparer la mise en œuvre de ces exercices qui se dérouleront en 2012 et 2013.

5.8. Collaboration entre le Luxembourg, le Service Départemental d'Incendie et de Secours du Haut-Rhin et le corps des sapeurs-pompiers de la Ville de Prague

La collaboration entre les services de secours luxembourgeois, le Service Départemental d'Incendie et de Secours du Haut-Rhin et le corps des sapeurs-pompiers de la Ville de Prague a été poursuivi au cours de 2011. Un comité stratégique a dressé un plan d'action pour 2012 avec des propositions sur les thématiques de travail suivantes :

- risques technologiques (NRBC) et matières dangereuses,
- feux d'hydrocarbures,
- utilisation de défibrillateurs et formation grand public,
- sauvetage/déblaiement,
- techniques d'utilisation de la lance COBRA,

- feux de forêt,
- premier intervenant (first responder),
- comparaison du profil et de la formation des agents professionnels et volontaires en matière d'incendie, de sauvetage et de secourisme (benchmarking).

5.9. Benelux : groupe de travail « Gestion de crise »

L'Administration des services de secours participe au groupe de travail « Gestion de crise » du Benelux, institué dans le cadre du plan d'action Senningen. Ce plan d'action vise la coopération dans le domaine de la sécurité nationale.

Dans ce cadre, le Luxembourg et la Belgique ont élaboré une convention visant l'aide médicale urgente transfrontalière. Vu que l'organisation de l'aide médicale urgente est un peu différente au Luxembourg et en Belgique, cette convention vise à éliminer les obstacles légaux et réglementaires entre les deux pays en cas d'une intervention du SAMU ou des ambulances de la Protection Civile sur les territoires réciproques. Cette convention a été finalisée au cours de 2011 et fera l'objet d'une Décision du Comité de Ministres de l'Union économique Benelux.

5.10. Groupe de travail « DACH »

Sur invitation de l'Allemagne, de l'Autriche et de la Suisse, l'Administration des services de secours a participé, pour la deuxième fois, à un congrès du DACH en date du 23 au 25 août 2011 au « Tritolwerk » en Autriche. Le « Tritolwerk » est un site d'entraînement du « Bundesheer » qui est spécialisé sur les urgences CBRN et des manœuvres compliqués en matière de sauvetage et de recherche.

Le D-A-CH est un groupe de travail composé de trois organisations opérationnelles de l'Allemagne (D), de l'Autriche (A) et de la Suisse (CH), à savoir :

- « Technisches Hilfswerk » (THW),
- « Austrian Forces Disaster Relief Unit » (AFDRU),
- « Agentur für internationale Zusammenarbeit im Schweizer Departement für Auswärtige Angelegenheiten (DEZA/SKH) ».

L'ASS et notamment le HIT participent aux travaux de ce groupe germanophone.

L'objectif du DACH est l'optimisation et l'amélioration de l'aide humanitaire urgente axée sur le volet « Urban Search and Rescue (USAR) » en cas de catastrophes majeures. Les travaux du groupe se basent sur les principes d'aide humanitaire reconnus. Le groupe de travail DACH postule qu'en cas de catastrophes majeures, seule la réaction coordonnée de la communauté internationale dans le cadre des Nations Unies peut garantir la meilleure aide aux victimes.

L'échange d'expériences, des exercices communs, la coopération dans l'élaboration et le développement de procédures opérationnelles de base, la standardisation de l'équipement, le travail en commun sur la formation, ainsi que la collaboration étroite lors d'interventions devront positivement contribuer à la restructuration du HIT.

Le DACH peut également s'avérer être un partenaire important dans le cadre de tous les travaux préparatoires en vue d'une éventuelle certification de l'équipe USAR du HIT.

6. RÉORGANISATION DES SERVICES DE SECOURS

6.1. La réforme des services de secours

D'après le programme gouvernemental, la réforme des services de secours doit aboutir à la création d'un service unifié.

Dans son rapport présenté le 11 octobre 2010 par le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région, le collège d'experts-consultants a développé plusieurs propositions portant notamment sur la prévention, la planification d'urgence, la couverture des risques, la chaîne opérationnelle, la formation, la structure d'accueil ainsi que sur la valorisation du bénévolat.

Au cours de l'année 2011, le Ministère de l'Intérieur et à la Grande Région a adopté une méthode de travail pour implémenter la réforme des services de secours. Cette méthode de travail prévoit la constitution de six groupes de travail (GT) qui sont composés d'une part des membres permanents chargés de faire avancer les travaux en fonction des priorités retenues, d'animer et d'alimenter le débat et de suivre l'intégralité des travaux des GT. En fonction des sujets traités, les GT pourront inviter d'autres experts à participer aux travaux.

L'ASS est représentée dans tous les GT dont les missions se présentent comme suit :

GT1 : L'analyse et la couverture des risques

Le GT1 a pour mission de déterminer l'état des lieux des moyens disponibles, de définir les futures régions en ce qui concerne l'organisation opérationnelle ainsi que de déterminer la hiérarchie des centres de secours en CISA, CISR et CPI. Le groupe se base essentiellement sur des documents établis par le CEPS/Instead.

GT2 : Profil professionnel des agents des services de secours

La mission prioritaire du GT2 consiste dans l'établissement d'un profil professionnel (« Berufsbild ») pour les agents des services de secours. Ainsi, l'ancienne profession du sapeur-pompier d'une part, et le profil

des secouristes et sauveteurs d'autre part, seront unifiés pour constituer le nouveau profil. Cette démarche correspond à une des éléments-clés de la réforme, à savoir la création d'un service de secours unique. Le GT2 établit en outre un nouveau parcours de formation pour le nouveau statut.

GT3 : La direction de la structure d'accueil

Comme mentionné ci-dessus, l'objectif est de créer une structure d'accueil mixte constitué de l'Etat et des communes. Cette structure pourrait être du type d'un établissement à caractère administratif. Dans ce contexte, le GT3 a pour mission d'effectuer une analyse des effectifs nécessaires ainsi que de proposer la structure organisationnelle et les missions de la structure d'accueil. Le GT3 développe en outre une proposition de la chaîne de commandement opérationnel et il étudie l'intégration des centres de première intervention (CPI).

GT4 : Les mesures en faveur du volontariat

Le GT4 est chargé d'établir un état des lieux en ce qui concerne les mesures pour soutenir le volontariat. Le groupe effectue une analyse critique sur les mesures existantes et d'éventuelles autres mesures à prendre.

GT5 : La prévention et la planification

Si, à ce jour, la prévention contre l'incendie constitue une compétence réservée aux communes, la réforme vise à intégrer la prévention au plan national. Le GT5 établit un état de la situation existante pour identifier les incohérences entre les différentes législations et propose des mesures pour éliminer ces incohérences.

GT6 : L'ingénierie juridique et financière de la structure d'accueil

Le dernier GT est responsable pour analyser les questions juridiques et financières en relation avec la création de la nouvelle structure d'accueil.

6.2. Centre National d'Incendie et de Secours

En 2011, les travaux dans le cadre du nouveau Centre national d'Incendie et de Secours planifié près du Rond Point Gluck à Gasperich (Luxembourg) ont été repris au printemps.

Ce projet de construction commun de l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg et de la Ville de Luxembourg est censé regrouper dans un même bâtiment la nouvelle caserne du Service d'Incendie et d'Ambulances de la Capitale, ainsi que les locaux de la direction de l'Administration des services de secours y inclus le service médical, le Central des secours d'urgence 112 (CSU 112) et le nouvel Institut national de formation des services de secours.

Le projet comporte de deux zones, dont la première est constituée par le bâtiment principal qui rassemble notamment les espaces administratifs et médicaux, de logement et de loisir, la cantine, les salles de classes et de conférence, les locaux du CSU 112, ainsi que les garages de part et d'autres. La zone 2 est constituée par un terrain d'entraînement comprenant entre autres un grand hall d'entraînement, un parcours appareil respiratoire isolant, une maison à feu, un caisson à feu réel, un parcours à débris, un étang d'exercice, un tunnel, des ateliers pour travaux de désincarcération de véhicules et de chantiers divers, une fosse de chantier routier et une installation à rails ferroviaires.

Au cours de l'année 2011, les membres de l'administration, tant professionnels, que bénévoles ont participé à un nombre de réunions afin de finaliser les plans et de déterminer les coûts du nouveau Centre National d'Incendie et de Secours. L'avant projet sommaire a été achevé en décembre.



DES HOMMES & DES FEMMES À VOTRE SECOURS

STATISTIQUES 2011

Interventions par Centre de Secours - Service Ambulancier - en 2011

Centre de Secours	Interventions							Autres Sorties					Total des Sorties	Total des Kilomètres Parcours	1 ^{er} Secours			
	Acc. Circ.	Autres Acc.	Maladie / Transports non urgents	Transports urgents	Tr. Décom	Incendie	Man. Sport.	Autres Interv.	Total des interventions	Kilomètres Parcours	Exercices	Entretiens et divers			Total des autres Sorties	Kilomètres Parcours		
Belvaux	56	86	306	404	37	16	55	42	1002	14659	6	50	56	2133	1058	16792	23	22
Bettembourg	139	234	664	948	103	19	60	48	2215	73773	21	41	62	1954	2277	75887	35	78
Bigonville	27	52	183	230	15	12	15	2	536	34708	11	9	20	868	556	35576	14	22
Diekirch	82	256	136	880	64	9	37	16	1480	32708	4	20	24	1101	1504	33809	34	0
Differdange	93	457	976	887	26	11	9	31	2490	48727	4	16	24	1173	2510	49900	14	29
Dudelange	123	301	622	763	85	10	17	74	1995	50130	5	21	26	1285	2021	51560	34	154
Echternach	57	128	496	553	76	16	36	25	1387	81975	9	12	21	1242	1408	83217	31	80
Esch/Alzette	130	549	1225	1156	195	38	10	35	3338	32780	8	227	235	2858	3573	35638	68	325
Ettelbruck	71	147	367	1185	61	2	19	64	1916	27917	10	94	104	1569	2020	29486	22	72
Hosingen	40	72	307	219	16	0	12	4	670	38662	6	8	14	595	684	39257	14	14
Junglinster	62	162	146	391	16	1	10	7	795	28825	7	9	16	663	811	29188	22	54
Kayl	66	322	365	546	29	22	14	23	1387	22497	3	10	13	892	1400	23389	32	139
Larochette	53	57	121	351	18	10	12	12	634	25413	9	19	28	654	662	26067	19	29
Lintgen	87	420	585	752	63	6	14	52	1979	67822	4	10	14	549	1993	68371	51	172
Maner	107	420	82	729	22	2	33	58	1453	37782	30	31	61	2461	1514	40243	16	82
Mertert	66	95	171	967	53	6	12	10	1380	79173	6	15	21	1261	1401	80434	25	30
Pétange	104	367	557	1272	146	18	25	35	2524	54689	5	45	50	1457	2574	56146	66	189
Rédange	77	54	232	633	27	4	19	3	1049	52886	10	13	23	864	1072	53450	24	22
Remich	68	235	537	530	39	3	5	16	1433	72743	14	13	27	1401	1460	74144	39	119
Schengen	8	43	64	111	10	3	3	2	244	15470	2	13	15	746	259	16216	6	26
Schifflange	69	194	591	318	53	12	17	24	1278	14949	5	21	26	843	1304	15792	31	94
Steinfort	74	179	146	554	33	1	18	10	1015	44451	11	30	41	1297	1056	45748	17	67
Troisvierges	49	53	153	274	22	4	8	3	566	41582	3	4	7	466	573	42048	7	11
Wiltz	84	119	343	457	36	5	13	28	1085	40202	4	25	29	3077	1114	43279	17	20
Total	1792	5002	9375	15110	1245	230	473	624	33851	1033923	197	756	953	31409	34804	1065637	661	1850



Tous les Centre de Secours - Service Sauvetage 2011

Remarque : Données des centres de secours de Bigonville, Troisvierges et Steinfort non disponibles

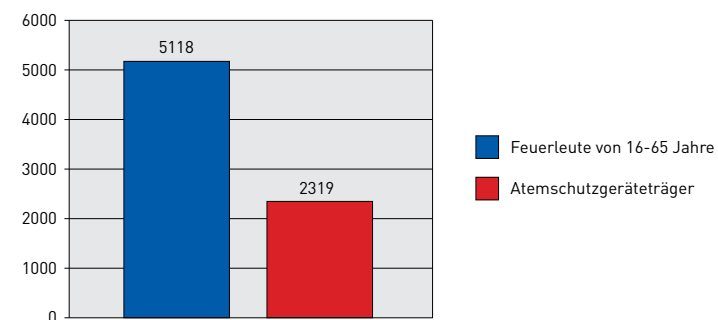


DES HOMMES & DES FEMMES
À VOTRE SECOURS

INSPEKTORAT DER FEUERWEHR: EINSATZBERICHT 2011

Einwohnerzahl der Gemeinden am 31.12.2011 :	536335
Feuerwehrleute von 16 - 65 Jahre :	5118
Atemschutzgeräteträger:	2319

Feuerwehrmitglieder



Brandeinsätze: **2513**

Nachbarliche Hilfeinsätze:

Primär	104
Verstärkung Nachbarwehr	305
Verstärkung PC	4
TOTAL	413

Stunden TOTAL : **23817**

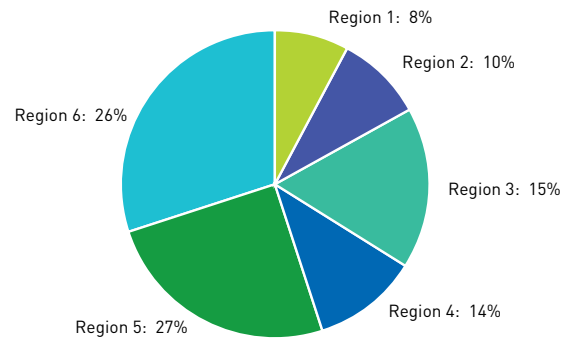
Technische Einsätze: **13236**

Nachbarliche Hilfeinsätze:

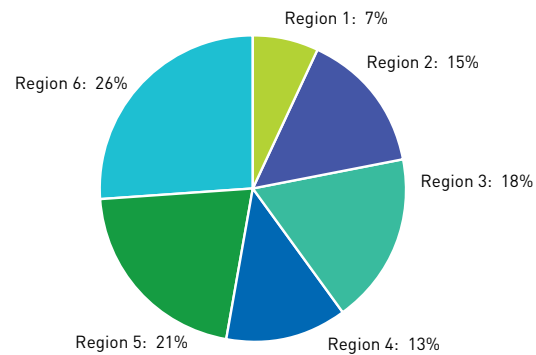
Primär	709
Verstärkung Nachbarwehr	338
Verstärkung PC	410
TOTAL :	1457

Stunden TOTAL : **59284**

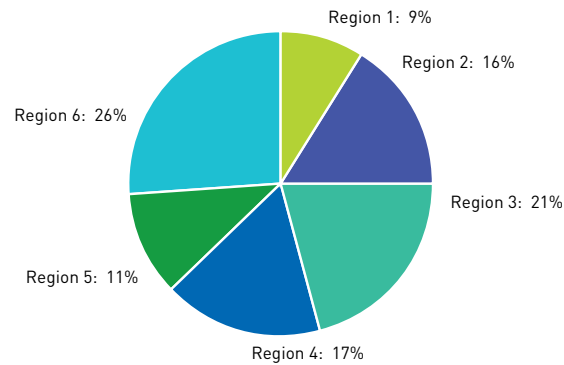
Brandeinsätze 2011



Technische Einsätze 2011



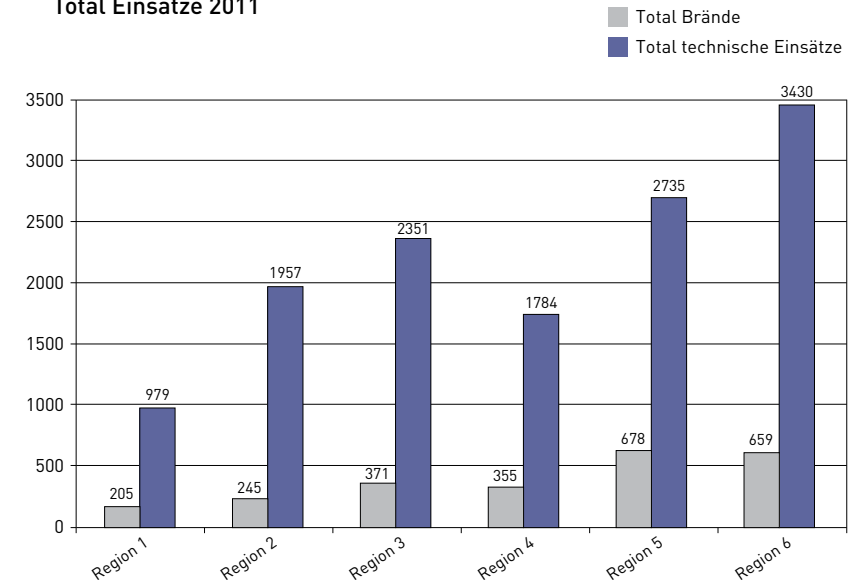
Total der Stunden 2011



Inspektionsbericht 2011

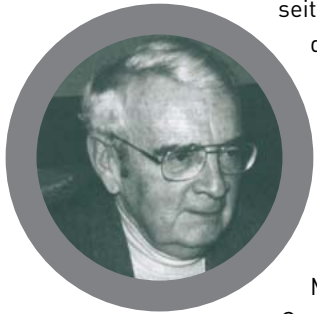
Region	Brand Einsätze	Nachbarliche Hilfs-einsätze	Total Brände	Stunden	Technische Einsätze	Nachbarliche Hilfs-einsätze	Total technische Einsätze	Stunden	Total aller Einsätze	Total der Stunden
Region 1	147	58	205	2353	861	118	979	5110	1184	7463
Region 2	190	55	245	2961	1801	156	1957	10557	2202	13518
Region 3	320	51	371	3761	2224	127	2351	13228	2722	16989
Region 4	262	93	355	3540	1466	318	1784	10787	2139	14327
Region 5	651	27	678	3210	2683	52	2735	6104	3413	9314
Region 6	624	35	659	7992	3365	65	3430	13498	4089	21490
Total	2194	319	2513	23817	12400	836	13236	59284	15749	83101
Total Einsätze 2010	15749									
Total Einsatzstunden	83101									

Total Einsätze 2011



NACHRUF FÜR JEAN JAANS

Er war während 30 Jahren, von 1970 bis 2000, ein hervorragender Technischer Rat des Zivilschutzes. Er hat uns leider am 11. Januar dieses Jahres im stolzen Alter von 82 Jahren für immer verlassen. Er war eine allseitig hoch geschätzte Persönlichkeit bei allen Mitarbeitern der Protex und für viele Kollegen ein treuer Freund.



Während 30 Jahren war er mit vollem Einsatz und großer Kompetenz der verantwortliche Redaktor der Broschüre: „Fir dech a fir däi Land.“

Gleichzeitig war er zuständig für die allgemeine Öffentlichkeitsarbeit des Zivilschutzes. Er war ein ganz vielseitiger und zudem ein außergewöhnlich lieber und edler Mensch. Beruflich war er Professor im Lycée technique du Centre, wo er hauptsächlich Bürgerkunde lehrte. Viele kennen ihn als fleißigen, freien Mitarbeiter des „Luxemburger Wort“ und als Verfasser einer Rubrik über die Aktivitäten in der Abgeordnetenkammer und über seine Analysen der Gesetzesentwürfe. Während Jahren und bis zu seinem Lebensende schrieb er auch im „Luxemburger Wort“, in der Samstagsausgabe, auf der vorletzten Seite, Artikel mit dem Titel: „Vun hei a vun do“, in denen er viele Themen des praktischen Lebens offen und kritisch beleuchtete. In seinen jungen Jahren war er ein ausgezeichnete Sportsmann im Mittelstreckenlauf. Mehr als einmal war er mit Josy Barthel auf der Rennstrecke. Als kulturinteressierter und geselliger Mensch verbrachte er gerne seine freien Tage im Ösling, in seinem Wochenendhaus. Mit Gleichgesinnten setzte er sich dort stark ein, in Schrift und Tat, für die Entwicklung des Clerfer Kantons. Sein edles Wesen lässt sich gut an folgender Gegebenheit illustrieren: um dem Staat vermeidbare Reisekosten zu sparen, bat er mich regelmäßig vor einer offiziellen Versammlung in der Schimpacher Schule, um ihn in Strassen abzuholen und ihn als Beifahrer mitzunehmen. Gleichzeitig schenkte er mir für meine vermeintliche Bemühung eine gute Flasche Rotwein. Der Unterzeichnete erinnert sich auch mit viel Genugtung an die treffenden Stellungnahmen und Initiativen, die er in den Klausuren in Schimpach vorbrachte. Als Erster brachte er den Vorschlag auf den Tisch, dass langjährige Freiwillige des Zivilschutzes als

Anerkennung eine ehrenvolle Auszeichnung verdienen würden und erhalten sollten.

Jean Jaans hat wesentlich zur Promotion des luxemburgischen Zivilschutzes beigetragen. Er hat dem Zivilschutz alle Ehre gemacht als tüchtiger, fleißiger, gewissenhafter und liebevoller Mitarbeiter. Seiner Frau Lilian und seinen beiden Söhnen entbieten wir unser tiefstes Beileid.

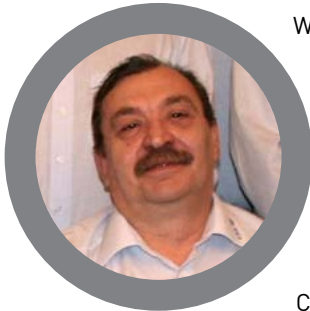
Paul KAYSER

NORUFF FERNAND MEYER

De Fern Meyer,

Als Bouf vu 14 Joer huet dem Fern säin Drang am Rettungsdéngscht ze hëllefle schonns ugefaangen.

Hien ass 1963 quasi ee vun den éischten déi zu Kayl an der Protection civile als Pionéier ugefaangen huet.



Wéi hien dunn no zwee Joer den Antrëttsalter erreecht hat, huet hie sech regelméisseg um Ambulanzdéngscht bedeelegt.

Mat deemselwechten Alter ass hien och an d'Pompjeeë vu Kayl agegroun.

Duerch säin enormen Intressi a mat Gierkeet all Coursen z'absolvéieren, huet hien alles wat ugebuede ginn ass, mat grousem Succès absolvéiert.

Hie war engagéiert als Sauvetage-Instrukter, grad wéi och bei de Pompjeeën als Ausbilder an der Pompjeeschoul.

Dobäi war hien och nach täteg als Instrukter am Caisson-feu, wou hien als ee vun der éischter Equipe, säi Wëssen un all Stagiaire viruginn huet.

Well hie säin nobelen Hobby och als säi Beruff wollt ausüben, ass de Fern 1980, als Opérateur um 112 agestellt ginn, wou hie seng Aarbecht bis zur Pensioun gemaach huet.

An der Gemeng Kayl huet hie sech beispillhaft virun am Intressi vum Rettungsdéngscht engagéiert, sou datt hien nodeems hie Sektionschef war, de Kommando vum Kayler Pompjeescorps iwwerhuele sollt.

De Poste vum Zenterchef adj. huet hie vun 1981 bis 1990 beluecht, fir dann

am Joer 1990 bis 1996, d'Verantwortung als Zenterchef z'iwwerhuelen.

An all deene Joren huet de Fern sech als immens kompetenten Hëllefsmann, awer och als super Kolleg a senger fräiwëllegen Organisatiounen gewisen, wéi och a sengem Beruff op der Noutrouffzentral 112.

Hien huet en onbeschreiblechen Déngscht u senger Gemeng Kayl geleeest, an och dem Staat mat senger Bereetschaft ganz grouss ënnert d'Äerm gegräff.

Mä den Déngscht an der Gemeng ass dem Fern net duergaangen, hie wollt sech och fir de Kanton Esch engagéieren.

Dat huet hien da gemaach am Amt vum Kantonalinspekter, wou hien am Intressi vum ganze Kanton während 10 Joer seng Aarbecht gemaach huet.

Wéi hien du mat 57 Joer, a seng gutt verdéngte Pensioun gaangen ass, huet hie vun der Geleeënheet profitéiert fir sengem Hobby dem Sportschëssen an dem Fëschchen nozagoen, fir dat a sengem aktiven Aarbechtswien ni vill Zäit bliwwen war.

Leider konnt hien net laang dovunner profitéieren, well seng Gesondheet hien am Stach gelooss huet, an dunn den 29.11.2011 d'Noriicht sech blëtznass verbreet huet, datt de Fern eis fir ëmmer verlooss huet.

Sécher hunn ech hei nëmmen en Dausendstel vun deem gesot, wat iwwert de Fern nach ze schreiwe wier, mä mir, déi hien alleguert kannt hunn, wëssen datt mir e gudde Mënsch vill ze vill fréi an dësem Liewe verluer hunn.

Merci Fern, datt et dech ginn ass a mir d'Chance haten eis un dengem Liewen ze bedeelegen!

Am Numm vun all denge Frënn, Kollegen a Bekannten,

Dan Belardi

NOUVEAU PERSONNEL À L'ADMINISTRATION

Mir stellen fir : **D'SANDRA BETTENDORF**

D'Sandra ass säit dem 1. November 2011 bei der Administration des services de secours.

Hatt ass Opérateur op der Zentral vum 112 a këmmert sech ënner villen aneren Aufgaben z.B. och ëm d'Koordinatioun vun den Asätz vun den Ambulanzen a gëtt de Leit um Telefon Informatiounen iwwert d'Déngschter vu Kliniken an Apdikten oder och de Garde vun den Dokterinnen.

Éier d'Sandra bei ons komm ass, wor hatt Attachée parlementaire bei enger Fraktioun an der Chamber.

Seng Schoulzäit huet d'Sandra am Lycée technique vun Esch/Lalleng verbruecht. Hatt huet och e Cours fir Rettungssanitäter a Rettungsassistenten bei der „Lehranstalt für Rettungsdienste der Berufsfeuerwehr“ zu Tréier absolviert.

D'Sandra ass säit 2005 aktive Member am Interventiouns-Zenter Mertert-Waasserbëlleg, ass Komiteesmember an am Ambulanz-, Sauvetage- a Pompjeesdéngscht.

Niewent senger Roll als allengerzéihend Mamm vun 2 Kanner mécht d'Sandra a senger Fräizäit ënner anerem Geocaching a geet och ganz gärten lafen.

Dem Sandra säi Liewensmotto laut: „Si mer realistesch, versiche mir dat Onméiglecht!“

D'Sandra freet sech, elo zu der d'Equipe vun der Zentral vum 112 ze gehéieren a seng Kolleginnen a Kollege bei dëser wichtiger Aufgab z'ënnerstëtzen.



Mir stellen fir : **D'NATHALIE SCHROEDER**



Säit dem 1. November 2011 renforcéiert d'Nathalie d'Equipe vun der Zentral vum 112, wou hatt als Opérateur agestellt ass. Hei schafft hatt op 12-Stonne Schichten (7-19 Auer oder 19-7 Auer) a suergt ënner villen aneren Aufgaben z.B. fir d'Koordinatioun vun den Asätz vun de Rettungssweeën an hält d'Uriff déi iwwert d'Nummer 112 erakommen entgéint.

Virun huet d'Nathalie 5 Joer laang mat Autiste geschafft, a wor an engem Tattoo-Studio als Piercerin tätig.

An der Schoul wor d'Nathalie am Lycée technique zu Ëlwen an am Lycée du Nord zu Woltz, wou hatt mat Succès eng 13e Technicien Commerce ofgeschloss huet.

Wann d'Nathalie sech ëm säi Meedchen an säi Mupp gekëmmert huet a nach e bëssen Zäit huet, mécht hatt ganz gärte Gesellschaftsspiller oder liest och mol.

Dem Nathalie säin flotte Liewens-Motto „Der Weg ist das Ziel“ begleitet hatt och stets duerch säin Alldag.

Hatt ass elo frou fir zu der flotter Equipe vun den Opérateuren vum 112 ze gehéieren a stellt sech gärten den Erausforderungen déi mat dem neie Beruff op hatt zoukommen.

Mir stellen fir : **DE STEVE ERNZEN**



Säit dem 1. Mäerz gehéiert de Steve zum Effektif vun der Administration des services de secours. Hien ass zu Lëntgen op der Base nationale (BNS) beschäftigt.

Zu sengen Aarbechten zielen d'Maintenance vun de Gefierer vun der Protection civile, dorënner d'Mechanik an den Émbau.

De Steve wor virdrun 2 Joer am private Secteur tätég wou hien als Schlosser am Pompelberäich geschafft huet. Dono huet hien de Staatsexamen an der Carrière vum Fonctionnaire-artisan gemaach an ass bei d'Administration de la navigation aérienne komm wou hien am Service incendie geschafft huet.

Seng Schoulen huet de Steve an der Sainte Sophie gemaach an dono eng Léier als Konstuktounsschlosser am Lycée privé Emile Metz absolvéiert.

Zum Steve sengen Hobbyen ziele seng dräi Muppen (Terrier), d'Juegd (de Steve ass bal fäerdeg mat sengem Juegdexamen), an och u sengen Autoen ze bastelen.

Ausserdem ass hien aktive Member vun de Walfer Pompjeeën a vun der BNS zu Lëntgen.

De Steve freet sech elo zu dësem klengen awer flotten Team ze gehéieren.

Mir stellen fir : **DE BEN GIERES**



De Ben ass op den 1. Januar 2012 bei der Administration des services de secours agestellt ginn, fir genau ze sinn op der Base nationale zu Lëntgen (BNS) beim Carlo Birscheidt.

Seng Tâche bei der BNS si verschidden an beinhalten z.B. mat de Gefierer vun der Protection civile op Sandweiler an de Contrôle ze fueren, Pneuen ze wiesselen, a Kommissiounen oder kleng Aarbechten am Atelier ze maachen.

Dem Ben säi gréissten Hobby sinn d'Pompjeeën. Scho säit sengem 8. Liebensjoer ass hien aktive Member bei de Pompjeeë vu Colmar-Bierg bis hien 2009 dun an d'BNS op Lëntgen gewiesselt huet.

Seng Schoulen huet de Ben am Lycée technique vun Ettelbréck an am Lycée technique du Centre um Lampertsbiert gemaach, wou hie mat engem CATP als Charpentier ofgeschloss huet. Hie krut dunn de Statut vum „Travailleur handicapé“ zougesprach a konnt 2007 bei der Mäerzeger Gemeng seng nei Aarbecht ufänken.

2012 huet de Ben du säin Hobby zum Beruff gemaach. Hien hat déi grouss Chance bei der A.S.S. een Aarbechtskontrakt ënnert dem Statut vum „Travailleur handicapé“ ze kréien.

Weider hëlleft de Ben an senger Fräizäit bei Musek- oder Sportseventer d'Beliichtung ze maachen oder och soss kleng Aarbechten déi do ufalen. De Ben ass och am Organisatiounscomité vun „Food for your senses“, wou zënter e puer Joeren vill Fräizäit a Congé dropgeet fir dat grousst Event matzeorganiséieren. De Rescht vun der Zäit déi dem Ben nach bleift, verbrennt hien am Léiwste mat senger Frëndin.

De Ben freet sech elo drop en Deel vun der flotter Equipe vun der A.S.S. ze sinn, a kuckt mat vill Enthusiasmus an d'Zukunft.

Dem Ben säi Liewensmotto: „Lief all Dag esou, wéi wann et däi leschte wier!“

Mir stellen fir : **DEN HUBERT SCHMIT**



Den Hubert ass säit dem 1. Mäerz 2012 vun der Stad Lëtzebuerg bei d' Administration des services de secours détachéiert.

Hien huet 47 Joer, ass bestuet a Papp vun 3 Kanner.

Den Hubert ass bei ons a senger Funktioun als Chef Instrukter „en matière d'incendie“, ass awer och als Préposé vun der Pompjeesschoul, der „Ecole nationale du service d'incendie et de sauvetage“ (ENSIS) wou hien als Instructeur eng sëllech Coursen hält.

Seng Schoulen huet den Hubert am „Arts et métiers“ um Lampertsbiert an och an der Schoul um Verluerekascht gemaach.

Éier hie bei d'A.S.S. komm ass, huet den Hubert bei der Stad Lëtzebuerg am Département sécurité geschafft, wor Formateur um INAP an och mat responsabel fir d'Evacuierung vu staatleche Crèchen, Maisons Relais an Schoulen.

Och a senger Fräizäit dréit sech beim Hubert nient Sport a Camping, no sengem Liewensmotto: „Ee fir all, all fir een“, alles ëm d'Hëllef an d'Rette vu sengen Matmënschen. Esou ass hien zum Beispill säit 1985 active Member vun de Fräiwëllegen Stater Pompjeeën, säit 1992 Member vum Cantonal-Comité, Cantonal Instrukter säit 1995, wéi och säit 2006 Rettungs-sanitäter. Den 18. Oktober 2010 ass den Hubert „instructeur en chef en matière d'incendie“ designéiert ginn.

Vun 1998 bis 2008 huet den Hubert d'Coordination vun den Interventions-Equippe vun de Fräiwëllegen Pompjeeën vun der Stad Lëtzebuerg gemaach an ass och säit 2005 Chef de corps vun der Fräiwëlleger Feierwier Rollengronn.

Den Hubert freet sech elo hei op seng Aarbecht bei der Administration des services de secours.

REMISE DES PRIX 112 PAR L'EENA (EUROPEAN EMERGENCY NUMBER ASSOCIATION)

Cette année la cérémonie de remise des prix 112, organisée par l'EENA, s'est tenue le 18 avril 2012 à Riga, en Lettonie. Dans la rubrique «Citoyen exceptionnel» qui reconnaît des personnes qui ont contribué à sauver une ou plusieurs vies en appelant le 112 ou faire en sorte que le 112 a été appelé pour une opération de sauvetage d'urgence, le premier prix a été remis à Alicia Hamtiaux, jeune fille de 10 ans, habitant à Eischen.

En effet Alicia appelait dans une situation d'urgence le 112 et sauvait par ce geste la vie de ses parents et de ses proches suite à une fuite de gaz de monoxyde de carbone.

Dieter Nüssler, vice-président du comité de consultation de l'EENA, a remis le prix à Gilbert Schleich, ingénieur industriel à l'Administration des services de secours.

Qu'est-ce que l'EENA?

EENA (European Emergency Number Association) est une ONG basée à Bruxelles mise en place en 1999 dédiée à la promotion des services d'urgence de haute qualité atteint par le numéro 112 dans toute l'UE. EENA sert de plateforme de discussion pour les services d'urgence, les autorités publiques, les décideurs, les associations et les fournisseurs de solutions en vue d'améliorer les interventions d'urgence en conformité avec les exigences des citoyens. EENA s'occupe également de la promotion pour la mise en place d'un système efficace afin d'alerter les citoyens dans des situations d'urgence imminentes ou en développement.

L'EENA regroupe environ 630 services d'urgence comprenant des représentants



de 43 pays européens, 50 fournisseurs de solutions, 9 associations et organisations internationales ainsi que 26 membres du Parlement européen.

L'EENA estime que:

- Les citoyens européens ont le droit fondamental de connaître l'existence du 112 - ce qui peut leur sauver la vie;
- En cas de détresse, chaque citoyen appelant le 112 au sein de l'Union européenne devrait obtenir l'aide appropriée, dès que possible, à l'endroit de l'urgence;
- Les citoyens en détresse ont droit à la sécurité de haute qualité même des normes de sécurité sur le territoire des États membres et ils doivent recevoir le même niveau de qualité suivi en cas d'accident ou de catastrophe;
- Les citoyens ont le droit d'être informés dès que possible sur le comportement qu'ils doivent adopter en cas d'urgence imminente ou en développement ou d'une catastrophe, tout au long de l'UE.

Ce que l'EENA fait:

Défenseurs de l'EENA: L'EENA préconise aux autorités les questions liées au 112 et à l'alerte du public en fonction des besoins des citoyens.

L'EENA organise des tables rondes sur le 112 dans les pays européens en vue de favoriser le partage des meilleures pratiques et en fournissant les parties prenantes nationales avec une feuille de route. L'EENA accueille également des services d'urgence et les parties prenantes lors d'ateliers annuels sur le 112. L'EENA organise aussi chaque année la cérémonie de 112 bourses pour féliciter les individus et les organisations qui contribuent à l'amélioration des 112 et aux communications d'urgence.

Pour plus d'information et pour consulter la vidéo sur Alicia Hamtiaux: www.eena.org.

L'ESPRIT DU TITANIC

Firwat mir eis op Situatioune preparéieren, déi ni wäerten antreffen.

Vill Blesséiert, déi matenee vun de Rettungsdéngschter ze versuerge sinn, stellen eng grouss Erausforderung duer fir jiddereen. Net nëmme mir als Rettungsdéngscht u sech si betrëff, mä och ganz vill anerer wou ee vläicht net sou direkt drun denkt: eis Direktioun, vill Ministèren an och, deemno a wéi engem Beräich d'Accident geschitt ass, Gemengen a Privatfirmen. Et geet een ëmmer besser mat eppes ëm, wann een drop virbereet ass. Mä wéi soll een eppes virbereeden, wann een net weess wat? Mir bereeden eis an eise Formatiounen op alles vir, wat am aldeeglechen Asaz op eis kann duerkommen – internistesche Noutfäll wéi AVC, Häerzproblemer, Otemnout – chirurgesch Noutfäll wéi Schnëttwonnen, Autosaccidenter a Frakturen. Bei de Krankentransporter ass éischter eist mënschlecht Fangerspëtzegefill gefuerdert wéi Fachwëssen. An och dat léiere mir, sief et duerch Formatiounen vun eise Kollegen vum GSP oder duerch perséinlech Erfahrung.

Op Katastrofe kann ee sech nëmmen allgemeng virbereeden. Et ass e Plang ausgeschafft ginn, deem déi allgemeng Richtlinne festleet, dat heescht, wéi verhale mir eis als éischt Equipe op der Plaz, wat ass d'Aufgab vum 112, vum SAMU-Dokter, vum Sauvetage, vun de Pompjeeën an nach villen aneren Akteuren op der Plaz. Wéi gëtt am Fall vu sou enger Situatioun an eiser Direktioun geschafft, wee sëtzt an der „Cellule gouvernementale de crise“ asw. Mä, wéi gesot, dëse Plang kann nëmmen déi allgemeng Richtlinnen definéieren. E kann net festleeën, wouhin e PMA (Poste médical avancé) gesat gëtt, wéi ee Wee een am Beschte bei d'Asazplaz fiert, op ee muss eng Brandbekämpfung virgesinn oder éischter Desincarcéatioun. A firwat kann een dat net? Ma ganz einfach: Well een net weess wat geschitt, wou et geschitt a wéini et geschitt! Do sinn dann eis Zentren a Pompjeescorpe gefuerdert, fir bei sech an der Géigend d'Geforeschwéierpunkten auszeeman, auszekundschaften wou Plaze sinn, wou ee kann e PMA zum Beispill opriichten. Mä och do kann een nëmmen liddie sammelen, wat genee geschitt, bleift e groussen Inconnu.

Wat huet dat Ganzt elo mat der Titanic ze dinn? De 14. Abrëll 1912 ass dat deemools gréisste Passagéierschëff am Nordatlantik ënnergaang. Ronn 1500 Mënsche sinn ëmkomm. Haaptursaach um Doud vu sou ville Leit war, datt net genuch Rettungsbooter u Bord waren an datt d'Personal net anstänneg forméiert war fir domat ëmzegoen. A schonn hu mir déi zwou Haaptstäipe vun der Organisatioun an der Katastrofemedizin: Formatioun a Planifikatioun. Formatioun vun all eise Memberen heescht, datt jiddereen de „Plan nombreuses victimes“ kennt, weess, wat en ze man huet op der Plaz a versteet firwat, zemools am Ufank, net alles sou perfekt ofleeft wéi am alldeeglechen Asaz (ech kommen an engem nächsten Artikel nach emol dorops zréck). Planifikatioun wou et nëmme méiglech ass! Mir kënnen am Prinzip sou vill plange wéi mir wëllen, dat, wat mir geplangt hunn, wäert ni antrieden, dat wat mir net geplangt hunn, schonn éischter. Genee sou war et bei der Titanic. Firwat Rettungsbooter op e Schëff maache wat ni ënnergeet? Firwat Evakuatiounspläng man fir e Schëff wat ni muss evakuéiert ginn? Majo, ganz einfach: Den Null-Risiko gëtt et net! Och wann een net mat engem Tëscheffall rechent, antriede kann en trotzdem. Et ass also wichteg sech Gedanken ze maachen iwwert déi Saachen, déi ni wäerte geschéie fir datt – wa se dann awer geschéien – een anstänneg drop virbereet ass.

Jeff Herr – jeff.herr@secours.etat.lu

SÉMINAIRE « LESSONS LEARNED » À COPENHAGUE

En date du 16 au 18 janvier 2012, la Présidence Danoise du Conseil de l'Union Européenne a organisé un séminaire à Copenhague sur l'élaboration d'un cadre commun sur les enseignements tirés d'interventions et d'exercices. Ces enseignements tirés, souvent connus par le terme « Lessons Learned », ont une valeur primordiale pour améliorer de manière continue la coopération européenne en matière de protection civile. Le séminaire a réuni des experts de 28 Etats participant au mécanisme communautaire de protection civile, la Commission Européenne, ainsi que le Secrétariat du Conseil.

Au cours du séminaire, les participants ont souligné le besoin pour l'adoption d'une approche systématique, intégrée et cohérente pour le recueil, l'analyse, la diffusion et l'implémentation de leçons apprises lors de missions et d'exercices. Il convient alors de mettre en place une procédure aussi simple que possible et d'assurer la responsabilisation des Etats membres tout au long de cette procédure.

Le séminaire s'est reposé sur l'hypothèse que l'intégration progressive d'expériences retenues lors de missions et d'exercices renforce la réponse européenne aux catastrophes et contribue à garantir que le mécanisme communautaire de protection civile reste un instrument dynamique et important.

Lors du séminaire, les participants se sont répartis en quatre groupes de travail. Chaque groupe a préparé des recommandations sur une des quatre phases qui sont nécessaires pour établir un cadre efficient sur les enseignements tirés. Ces phases portaient sur les sujets suivants :

- le recueil d'informations lors d'interventions,
- l'analyse et la validation d'informations pertinentes,
- la diffusion de leçons,
- et l'implémentation de leçons apprises.

Les participants ont également relevé que le cadre sur les enseignements

tirés ne se limite non seulement à la réponse aux catastrophes, mais s'applique aussi à l'évaluation d'exercices et à d'autres activités de préparation et de planification. Parmi les idées retenues lors du séminaire comptent aussi :

- des réunions systématiques après l'achèvement d'une mission (« hot-wash-up meetings »),
- la création au sein des Etats membres d'une fonction (personne ou équipe) responsable pour toute la procédure sur les enseignements tirés,
- la mise en place d'un système informatique de gestion de qualité,
- la mise en place d'une banque de données recueillant toutes les leçons retenues,
- etc.

A l'issue du séminaire, la Commission a été demandée de concevoir un programme reprenant les enseignements tirés au niveau européen.

Texte : Daniel Geers



ERWEITERTES EINSATZZENTRUM IN FELS EINGEWEIFT.

Im September fand die Einweihung des erweiterten Einsatzzentrums für Rettungsdienst und Feuerwehr in Larochette statt. Dieses Einsatzzentrum ist zuständig für den Rettungsdienst in neun Gemeinden. Um das Gebäude zu vergrößern, damit es den Anforderungen eines modernen Rettungswesens gerecht wird, musste ein Teil des bestehenden Gebäudes abgerissen werden. In dem Neubau werden hauptsächlich die Ambulanzen, MTW und KDW untergebracht. Die Feuerwehr ist hauptsächlich im Altbau untergebracht. Im Obergeschoss, wurden neue Büros, Aufenthaltsräume, Lager und Schlafräume eingerichtet. Auch im Altbau wurden verschiedene Renovierungen ausgeführt. Somit stehen dem Rettungsdienst der Protection Civile und der Feuerwehr, welche gemeinsam in einem regionalen Charakter als „Centre d'Intervention Larochette“ auftreten die notwendigen Infrastrukturen zur Verfügung.

Der Feier wohnten unter anderen bei: Innenminister Jean-Marie Halsdorf, Gemeindevertreter der Nachbargemeinden, Jean-Pierre Hein als Präsident vom nationalen Feuerwehrverband und Guy Bley als Vertreter der Administration des Services de Secours.



Bürgermeister Pierre Wies betonte in seiner Ansprache die zentrale Lage des Gebäudes. Dies sei auch der Hauptgrund für die Erweiterung des bestehenden Gebäudes. Auch beteiligten sich die Nachbargemeinden an diesem Projekt.



Chef de Centre Patrick Fisch zeigte sich erfreut darüber, dass das moderne Gebäude nun den Ansprüchen für einen modernen Rettungsdienst gerecht würde und auch mehr Räumlichkeiten für die Ausbildung anbiete.

Innenminister Jean-Marie Halsdorf betonte die Bedeutung des ehrenamtlichen Einsatzes. Ziel des modernen Rettungswesens sei es eine flächendeckende Hilfeleistung innerhalb von 10 Minuten anzubieten.

Pfarrer Marc Gilniat rief Gottes Segen auf das Gebäude herab. Dieser Segen gelte aber insbesondere für die vielen Freiwillige die sich tagtäglich in den Dienst ihrer Mitmenschen stellen.

Zum Abschluss wurde eine Ehrenplakette am Gebäude enthüllt. Dadurch wurde das Gebäude nach Emile Becker benannt. Emile Becker (1925-2005), der Vater des aktuellen Wehrleiters, war während mehr als 50 Jahren die treibende Kraft des Feuerlösch- und Rettungswesens sowohl auf lokalem und kantonalem Plan, wie auch auf nationaler Ebene.

Jean-Paul Wagener
Patrick Fisch

GSP FORUM INTERNATIONAL DE CONFÉRENCES

Dans le cadre de son 15ième anniversaire, le Groupe de Support Psychologique (GSP) avait organisé en collaboration avec la « Notfallseelsorge und Krisenintervention Saarland » et « Blaulicht e.V. » de Kaiserslautern un forum international de conférences sur le thème de la « Prise en charge psychologique lors d'événements majeurs dans la Grande Région ». Cette manifestation, avec plus de 130 inscriptions, avait regroupé à l'International School Luxembourg les responsables de tous les services concernés par la psychologie d'urgence dans la Grande Région, à savoir : la Wallonie, la Lorraine, la Sarre, la Rhénanie Palatinat et le Grand-Duché.



Un des objectifs de cet échange multinational avec les services concernés dans la Grande Région était de promouvoir la coopération internationale dans le domaine du support psychologique. Le Ministre d'Intérieur et à la Grande Région, Jean-Marie Halsdorf et Paul Schroeder, Attaché de Gouvernement honoraient le Forum avec leur présence.

Après l'allocation de bienvenue et introduction de Charles Brück, responsable du Groupe de Support Psychologique et de Christopher Bowman, Directeur de l'International School Luxembourg, le Ministre Jean-Marie Halsdorf félicitait dans son discours le Groupe de Support Psychologique pour ses 15 ans d'activités.

Il saluait également la bonne entente du Grand-Duché avec les pays voisins et soulignait l'importance d'une étroite collaboration au-delà des frontières, ancrée dans les différentes conventions bilatérales.

Durant toute la journée, les auditeurs suivaient avec grand intérêt les discours des sept experts reconnus dans le monde entier et invités par le Groupe de Support Psychologique:

Andreas Müller-Cyran: „Havarie der Costa Concordia : Psychosoziale Akutbetreuung der Überlebenden, Vermissten und Hinterbliebenen“



Marjorie Dardar : « Le Droit des victimes- Dans le cadre d’une infraction pénale, quels sont les droits et démarches d’une victime, tout au long de son parcours judiciaire. L’aider à comprendre les arcanes de la justice, l’aider à se reconstruire, à comprendre qu’elle a des droits, et surtout le droit de faire valoir ses droits ».

Matthia Quellmelz, Melanie Neubauer : „Erkenntnisse zu Suizid und Amok in der Schule“

Olivier Nyssens : « Réponses psychosociales suite à la Fusillade de Liège de décembre 2011 ; Succès et carences. »

Claudia Schedlich : „Aufgaben und Angebote der Notfallpsychologie in der Akutbetreuung“

Barbara Juen : „Die Wirksamkeit der Krisenintervention / psychosozialen Notfallversorgung“.

A la fin de cette longue journée, le but de cet événement majeur était largement atteint : améliorer la communication entre les différents partenaires, permettre aux intervenants de se rencontrer et de bénéficier d’une formation par des experts reconnus. Il est évident que la prise en charge psychologique de la population de la Grande Région lors d’événements majeurs sera ainsi optimisée.

AMBULANCIERAUSBILDUNG IN DER CASERNE GRAND-DUC JEAN IN DIEKIRCH

Vom 12ten bis zum 30ten März 2012 haben 1 Korporal und 9 Soldaten an der theoretischen und praktischen Ausbildung zum Ambulancier teilgenommen. Diese Kurse wurden von den Instruktoren der ASS und Armeepersonal in der Kaserne auf Herrenberg abgehalten. Die 10 Kandidaten durchliefen dasselbe Ausbildungsprogramm wie ihre freiwilligen Kollegen in den Einsatzzentren der ASS als da wären das „Cours d’initiation“ und die nachfolgenden 6 Module. Der einzige Unterschied war, dass diese Ausbildung sich über 3 Wochen jeweils von 8 bis 17 Uhr hinzog. Jedes Ausbildungsmodul wurde mit einer praktischen Übung abgeschlossen um das Erlernte weiter zu Vertiefen. Am letzten Tag der Ausbildung wurde eine grössere Übung zusammen mit einer Sauvetageeinheit des Zenters Diekirch abgehalten.

Die Kandidaten werden sich zusammen mit ihren zivilen Kollegen dem Abschlussexamen im Juli 2012 stellen.

Zurzeit sind die 10 Kandidaten im Einsatzzentrum Ettelbruck eingeschrieben um ihr Praktikum im Ambulanzdienst zu machen.

CLESEN Roby



DE GRUPP VUN DEN TAUCHER VUN DER PROTECTION CIVILE SICHT NEI RETTUNGSSCHWEMMER AN TAUCHER

Fir matzemaachen muss een:

- De medezineschen Eegenungstest fir Taucher bestoën
- tëscht 18 an 35 Joër al sinn
- mindestens 15 Minute kënnen schwammen
- bis zur Formation vum Taucher och nach en 1. Hëllefscours kënnen vuirweisen.

Wat bidde mir?

- eng flott Ambiance
- usprochsvoll Asätz
- eng komplett Formatioun am Tauchen
- Motobootsführerschäin
- Ofseeltechniken
- Formation an Éischter Hëllef an nach „vill méi“ fir fit ze sinn fir op dem Posten um Stauséi
- Zesummenaarbecht mat allen Akteuren vun de lëtzebuenger Rettungsdéngschter
- Formatiounen a Stagen am Ausland

Wat hätte mir gär?

- Leit déi sech engagéieren
- Leit mat Teamgeescht
- Leit déi eng grouss Disponibilitéit hun
- Leit déi interesséiert sin un Technik an um Rettungswiesen

Fir kenne spéider Member vum Grupp ze gin, muss een d'Formatioun vum Rettungsschwëmmer, déi den 2. Oktober 2012 ugeet, gepackt hun. No der Formatioun vum Rettungsschwëmmer geet da gläich, fir déi di Loscht hun, d'Formatioun vum Taucher un. Dës Formatioun begräift theoretesch a praktesch Deeler.

Wann Dir lech ugesprach fillt, da mellt lech fir zousätzlech Informatiounen an fir d'Aschreiwung um
Tel.: (+352) 49 77 11 - 421
E-mail: karin.greis@secours.etat.lu
De leschten Termin ass den **15. August 2012**.

Den Aschreiwungsformulaire a weider Informatiounen stin och op:
<http://www.112.public.lu/organisation/groupe/grenouille/index.html>

AUSBILDUNG ZUM BERGUNGSTAUCHERN STUFE 3 DER BUNDESANSTALT TECHNISCHE HILFSWERK (THW)

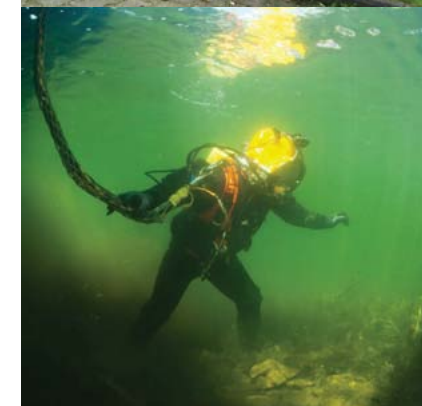
Die Ausbildung zum THW Bergungstaucher Stufe 3 erfolgte 2011 vom 3. September bis 9. September am Standort der Pioniertaucher der Bundeswehr in Percha am Starnberger See.

Eine Gruppe von 10 Ausbildern hatte die 12 Teilnehmer des Lehrganges, darunter 2 Luxemburger Taucher vom Zivilschutz, begleitet.

Die Taucheranwärter der Stufe 3 hatten 50 Unterrichtseinheiten, davon 30 theoretische und praktische an Land. Im Wasser waren 20 Unterrichtseinheiten abzuleisten.

Zur theoretischen Ausbildung gehörte die Einweisung in die verschiedenen Helmtauchergeräte sowie die Funktionsweisen der einzusetzenden Arbeitsgeräte.

- Dienstvorschrift DV-8 (Tauchen im THW)
- Vorschriften und Richtlinien
- Helmtauchergerät Kirby Morgan SL27
- Helmtauchergerät Dräger DM 220
- Sauerstoffkernlanze (Trennschneiden)
- Druckluftarbeitsgeräte (Schlagschrauber, Kettensäge, Trennschleifer)
- Luftheber (Hebesäcke)
- Spül- und Saugergeräte
- Hydraulische Arbeitsgeräte (Spreizgerät, Schneidgerät, Kernbohrgerät, Trennsäge, Schlagbohrmaschine, Pumpe, Betonkettensäge)



Zur praktischen Ausbildung dienten 2 schwimmende Arbeitsplattformen der Bundeswehr und Arbeitskorb.



Eine Tauchereinheit bestand aus einem Helmtaucher, dem Leinenführer, dem Sicherheitstaucher und dem Einsatzleiter. Dieser überwachte die schlauchgeführte Luftversorgung und die Kommunikation mit dem Taucher.

Auf den versenkbaren Arbeitskörben wurde in einer Wassertiefe von 10m die verschiedenen Arbeitsgeräte eingesetzt.



Das Anlegen des 70kg schweren Helmtauchgerätes mit Zubehör dauerte bis zu 20 Minuten.

Die Taucher bei den verschiedenen Arbeiten:



Trennschneiden mit der Sauerstoffkernlanze.



Arbeiten mit Hydraulik-Bohrgerät Sägen mit der Druckluft-Kettensäge

Abgeschlossen wurde die Ausbildung mit einer schriftlichen und praktischen Prüfung.

An dieser Stelle möchten wir uns bei den Verantwortlichen des THW und der ASS, die es uns ermöglicht haben an diesem Lehrgang teilzunehmen, bedanken. Ein weiterer Dank geht an unsere Ausbilder und an die andern Teilnehmer des Lehrgangs.

Text: Fred Werer, Jérôme Gloden

Fotos: THW

EXERCICE „PLAN NOMBREUSES VICTIMES“ À WASSERBILLIG

„Plan nombreuses victimes“ ausgelöst-mehrere Verletzte und Tote- Rettungskräfte gefordert ...

*Plan nombreuses victimes
Plan rouge
MANV-Einsatz*

Schadenslage

Am Samstag, dem 22. Oktober 2011 kurz vor 18 Uhr kommt es auf der Autobahnraststätte ‚Aire de Wasserbillig‘ auf der Autobahn A1 Trier-Luxemburg kurz hinter der Grenze von Deutschland zu Luxemburg zu einem folgenschweren Unfall.



Eine Tragödie nimmt ihren Lauf ...

Durch eine Unaufmerksamkeit des Fahrers kommt es beim Betanken seines Sattelzuges zu einem Brand. Die explosiven Gase des Kraftstoffgemischs entzündeten sich schlagartig, nachdem sie mit den heißen Bremsen des Lkws in Berührung gekommen sind.



Der Fahrer, sowie alle sich zu dieser Zeit auf der Tankstelle befindlichen Personen können sich in Sicherheit bringen.



Dann jedoch kommt es zu einer Verkettung von Ereignissen, welche die Grundlage eines Drehbuches liefern könnten.



Dass es sich dabei um eine perfekt inszenierte Übung handelt, hat so manch einer vergessen.

Rauch, Flammen und verbeultes Blech ...

Durch die starke Rauchentwicklung abgelenkt, verpasst ein auf die Raststätte einbiegender Lkw die Einfahrt und übersieht einen vor ihm fahrenden Pkw. Der Lkw stößt mit dem Pkw zusammen, gerät in den Seitengraben und kommt an einer Strassenlaterne zum Stehen. Bei dem heftigen Aufprall werden Fahrer und Beifahrer des Lkw lebensgefährlich verletzt, die Insassen des Pkw werden in ihrem Pkw eingeklemmt und kämpfen um ihr Leben.



Ein Bild der Verwüstung...

Zeugen dieses Unfalls sind die Insassen eines Reisebuses, Spieler und Fans eines Fussballvereins, die sich auf der Heimfahrt von einem Freundschaftsspiel befinden. Der Busfahrer verliert die Kontrolle über sein Fahrzeug, der Bus überschlägt sich und bleibt in der Tankstelleneinfahrt liegen.



Schreiende Menschen und Schwerstverletzte ...

In der Folge kommt es noch zu zwei weiteren Unfällen, in die je ein Pkw samt Insassen verwickelt ist. Auch hier bekommen die Rettungskräfte es mit Schwerverletzten zu tun und werden in den nächsten Stunden vor grosse Herausforderungen gestellt.

Alarmierung der Rettungskräfte

Erste Alarmierung um 17.55 unter dem Alarmstichwort: „Feuer Station TOTAL Aire de Wasserbillig“

Gegen 17.53 geht der erste Notruf in der luxemburger Leitstelle 112 ein. Nach ersten Informationen handelt es sich um einen Lkw-Brand auf der Tankstelle der Firma TOTAL auf der Raststätte ‚Aire de Wasserbillig‘. Sofort werden Feuerwehr und Zivil-

schutz des Einsatzzentrum Mertert-Wasserbillig sowie die Feuerwehr Grevenmacher alarmiert.

Noch bevor sich die ersten Einsatzkräfte vor Ort befinden, gehen erneut mehrere Anrufe in der Leitstelle ein, welche nun von mehreren Unfällen berichten, in welchem auch ein Bus beteiligt ist.

Um 18.05 Uhr wird der Notfallplan ausgelöst ...

Da die Anrufer von vielen Verletzten und Schwer- verletzten berichten und die Zahl über zehn liegt, wird um 18.05 Uhr der Notfallplan ‚Plan nombreuses victimes‘ ausgelöst. Dieser Plan gibt klare Vorgaben über zu alarmierende Kräfte und Vorgehensweisen.

Die örtliche Führung übernimmt in solchen Fällen der Verantwortliche der technischen und brandschutz-technischen Einheit in Zusammenarbeit mit dem DSM (Directeur des Services Médicaux). Diese finden sich im PCO (Poste de Commandement Operationnel) ein und stehen in ständiger Verbindung mit der CGC (Cellule Gouvernementale de Crise). Eine Grossschadenslage stellt alle Verantwortlichen vor nicht alltägliche Herausforderungen, welche es zu meistern gilt.

Einsatz unter schwersten Bedingungen

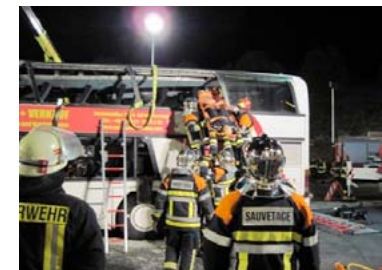
Die ersten Einsatzkräfte die vor Ort eintreffen sind der Zenterchef aus Mertert und einer seiner fünf Adjunkten. Den Verantwortlichen aus Mertert steht ein KdF zur Verfügung um sich schnellstmöglich vor Ort des Geschehens zu begeben und eine erste Erkundung durchführen zu können.

In der Folge des Einsatzes übernimmt der Zenterchef und Feuerwehrkommandant aus Mertert, Herr Marc Mitten, die Rolle des Einsatzleiters. Seine grösste Herausforderung besteht darin den Überblick zu behalten und Missionen und Aufgabenbereiche aufzuteilen.

Seine erste Rückmeldung an die Notrufzentrale bestätigt das Gross-

schadensereignis und seine erste Mutmassungen was die Anzahl von Verletzten betrifft, beläuft sich auf etwa 40 Personen.

Infolge der verschiedenen Aufgabenstellungen wägen die Verantwortlichen die bestehenden Gefahren ab und entschliessen sich als erstes den brennenden Lkw an der Tankstelle zu löschen, da hier die grösste Gefahr der Ausbreitung besteht. Dazu werden TLF 3000 und HLF 20/16 aus Mertert samt Besatzung eingewiesen. Unter der Zuständigkeit des verantwortlichen Offiziers gehen zwei Trupps unter Atemschutz zur Brandbekämpfung vor. Als Löschmittel kommt Mittelschaum zum Einsatz. Ein erster Einsatzabschnitt ist gebildet.



Im zweiten Einsatzabschnitt wird das eintreffende Rüstfahrzeug aus Mertert eingewiesen. Hier steht der Reisebus im Mittelpunkt. Dieser Abschnitt, mit den meisten Verletzten, stellt sich als der schwierigste heraus und stellt die Einsatzkräfte vor zahlreiche Hürden, welche es zu bezwingen gilt.



Im dritten Einsatzabschnitt haben die Einsatzkräfte es mit einem Lkw und einem Pkw zu tun. Insassen sind eingeklemmt und auch ein Entstehungsbrand ist abzulöschen.

Den vierten Einsatzabschnitt bilden zwei weitere verunglückte Pkw mit insgesamt 6 zum Teil eingeklemmten und schwerst verletzten Personen.

Die nachrückenden Einsatzkräfte werden nach einer ersten Kontaktaufnahme zum PCO über Arbeitskanal 8 den einzelnen Abschnitten zugewiesen. Bereits auf der Anfahrt wurde den Einsatzkräften der Anfahrtsweg über die digitalen Anzeigen auf der Autobahn durch die Strassenbauverwaltung mitgeteilt.

Im PMA (Poste médicale avancé), zu Deutsch Verletzensammelstelle, werden alle Verletzten ärztlich versorgt und auf den Transport ins Krankenhaus vorbereitet. Dieser Bereich bildet den fünften Einsatzabschnitt.

Im sechsten und letzten Abschnitt betreuen die Mitglieder des Teams der „Unité de Support Psychologique“ Verletzte, Beteiligte und Familienangehörige.

Insgesamt wurden 57 Verletzte betreut. 14 Tote waren zu beklagen, 9 Verletzte wurden als U1 kategorisiert, 10 Verletzte als U2 und die restlichen Verletzten und zu be-

treuenden Personen als U3 eingestuft. Zahlreiche Ehrengäste waren ebenfalls zu dieser nicht alltäglichen Übung geladen. Unter ihnen Innenminister Jean-Marie Halsdorf, Gesundheitsminister Mars Di Bartholomeo, Regierungssattaché Paul Schroeder, der Direktor der Verwaltung der Rettungsdienste Michel Feider, der Polizei-Regionaldirektor Alain Engelhardt sowie der Generaldirektor von TOTAL Luxemburg Pierre Duhot.

Im Anschluss an die Übung lud das Einsatzzentrum Mertert-Wasserbillig zu einem gemeinsamen Essen nach Mertert ein, welche durch die finanzielle Unterstützung von TOTAL Luxemburg einen allgemeinen Anklang unter allen Beteiligten fand.



Alarmierte Rettungskräfte

Rund 250 Einsatzkräfte nahmen teil!

Freiwillige Feuerwehren aus:

Born-Moersdorf, Canach-Lenningen, Flaxweiler, Grevenmacher, Herborn, Konz (D), Langsur (D), Manternach, Mertert-Wasserbillig, Wormeldingen

Berufsfeuerwehr Luxemburg

Zivilschutzzentren aus:

Bettemburg, Echternach, Junglinster, BNS Lintgen, Mertert-Wasserbillig, Remich, Schengen, Schiffingen

- SAMU Luxemburg & Esch/Alzette
- Groupe de Support Psychologique (Zivilschutz)
- Police grand-ducale
- Ponts & Chaussée
- Hôpital Kirchberg & Centre Hospitalier Emile Mayrisch Esch/Alzette



Ein Dank an alle Beteiligten

Einem jeden, der zum Gelingen dieser Übung beigetragen hat, ob in der Planung oder der Ausführung, gebührt ein aufrichtiger Dank.

Nur durch realitätsnahe praktische Übungen haben die Einsatzkräfte die Chance, im Falle von Grossschadensereignissen, den vielen ungewohnten Herausforderungen gewachsen zu sein.

Ein besonderer Dank geht an die Firma TOTAL!

Vorbildliche Planung der Schadenslage

Unter der Federführung von Dr. Philippe WELTER (Verantwortlich für die Norärzte in Luxemburg) sowie dem Regionalinspekteur der Feuerwehr Jos SCHUMMER wurde die Absicht einer solchen Übung konkretisiert.

Nach ersten Kontaktaufnahmen zwischen den Verantwortlichen von Zivilschutz, Feuerwehr, öffentlichen Diensten, Notärzten und dem Betreiber der Grenztankstelle, wurden erste Hürden genommen, Anträge gestellt und Möglichkeiten der Gestaltung diskutiert.

Eine Herausforderung bestand darin einen geeigneten Bus aufzutreiben, an welchem realitätsnah gearbeitet werden konnte. Durch gute Kontakte der Ausbildungsanlage RAGTAL zur Firma M&O aus Saarlouis sollte dies schlussendlich gelingen.

Unter der Leitung von einigen Ausbildern aus den Reihen des Einsatzzentrum Mertert-Wasserbillig konnte mit Hilfe schwerer Arbeitsmaschinen der Firma WICKLER Frères die nötige Einsatzlage geschaffen werden.

Für die nötige Sicherheit sorgten sowohl die Strassenbauverwaltung sowie die luxemburger Polizei.

GEFAHRGUTEINSATZ BEI DER CIRCUIT FOIL IN WILTZ

Am Dienstag den 18. Oktober 2011, einem feuchten Herbsttag wurde das Einsatzzentrum Wiltz sowie der Gefahrgutzug der "Base Nationale" um kurz nach 14 Uhr von der Notrufzentrale nach Wiltz zur Firma Circuit Foil beordnet mit der Meldung "Auslaufen von Schwefelsäure aus einem Aussenbehälter mit ca. 25.000 Liter Inhalt".

Beim Eintreffen der Rettungsdienste, ergab sich folgende Lage:

- Ein am Tank befestigter Flansch war durchgerostet und Schwefelsäure floss in das Auffangbecken in dem sich noch 2 weitere Tanks befanden.
- Wegen der Undichtigkeit des Auffangbeckens drohte ein Auslaufen der Schwefelsäure und eine Ausbreitung der Umweltgefährdung.
- Durch plötzlicher Regen drohte die Gefahr einer chemischen Reaktion mit der auslaufenden Schwefelsäure.

Da die Leckage wegen Durchrostung des Flansches nicht abgedichtet werden konnte wurde, nach Absprache mit den Verantwortlichen der Firma, beschlossen das auslaufende Gefahrgut mittels Auffangbehälter zu sammeln und in einen ca. 100m entfernten Tank zu pumpen.

Unter Vollschutzanzug wurde der Auffangbehälter sowie spezielle säurebeständige Schlauchleitungen mit einer Umfüllpumpe aufgebaut und die auslaufende Schwefelsäure in einen leerstehenden Tank in der Halle gefördert. Das ausgelaufene Gut im Rückhaltebecken wurde abgestreut. Nach ca. 5 Stunden war der Einsatz der Rettungsdienste abgeschlossen

und der Tank soweit leergepumpt bis unterhalb der Leckage, sodass keine weitere Gefahr mehr bestand. Nach aufwendigem Reinigen der Geräte konnten die Rettungskräfte in den frühen Abendstunden den Einsatzort verlassen.

Carlo BIRSCHEIDT
Chef de la Base Nationale de Support



UE ECHANGE ENTRE EXPERTS THW ENT BRÊME-BASSE SAXE ET GSP SBE CISM- TEAM LUXEMBOURG DU 1.-4.12.2011

Du 1er au 4 décembre 2011, une délégation de 10 membres du GSP a rencontré le team de la prise en charge après interventions (ENT) du pays Basse Saxe / Brême en vue d'un échange entre experts. Déjà au cours du mois de mars, une 1ère rencontre a eu lieu au Luxembourg, ayant comme but de cerner différents sujets de fond qui seraient traités en profondeur plus tard.

Dans le cadre de l'échange à Brême les 2 groupes ont rédigé une explication sur le sujet du 'cross boarder' travail. Un des sujets principaux était la réalisation d'une coopération des interventions internationales sur le plan européen. Pour cela, on s'est focalisé

- sur l'échange d'informations,
- la formation du groupe ainsi que
- sur la communication avant, pendant et après une intervention.

Léon Kraus, dirigeant de la délégation du GSP : « Le but de la rencontre était de faire des réflexions sur une coopération future du GSP et du ENT. Ces réflexions ont aidé à faire avancer cette coopération ».

A côté d'interlocutions intensives, les groupes étrangers ont pu visiter un groupe local d'intervention du THW. Contrairement aux membres du GSP, les membres du team ENT assurent leur intervention comme 2e fonction, c-à-d. les membres du THW assurent d'abord une fonction locale auprès de leur groupe local et ont ainsi à faire en Basse Saxe / Brême avec les moyens techniques du THW. Ainsi, grâce à l'accueil exemplaire du groupe local d'Achim, ces véhicules d'intervention et leurs moyens techniques ont ainsi pu être inspectés par les participants de l'échange.

Le programme de cadre, offert aux invités luxembourgeois, a été soutenu financièrement en Basse Saxe / Brême par l'organisation des intervenants

THW du pays de Basse Saxe / Brême. Nils Freiherr Grote, coordinateur du ENT, l'en a cordialement remerciée : « Ce nouvel échange d'experts a constitué un nouveau pas et une consolidation remarquable pour la coopération transfrontalière aussi bien au niveau professionnel qu'au niveau personnel. »



GSP ON TOUR 2012 : 'LOVEPARADE 2010'

Manch einer der 39 Teilnehmer, die sich für die 'GSP on tour' Fortbildungsreise nach Duisburg / Oberhausen vom 11.-13. Mai 2012 eingefunden hatten, war skeptisch, welchen Lerneffekt die Konfrontation mit dem dramatischen Unglück der Loveparade (=Lp) für die psychosoziale Arbeit des GSP-Teams haben könnte.

Um sicher nach Duisburg, der ersten Etappe der Reise, zu kommen, sorgte unser langjähriger, treuer Fahrer Aly Jacoby, der uns alle mit dem neuesten Bus der Firma Weber überraschte. Dieser außergewöhnliche Komfort erlaubte uns in aller Frische beim LZPD (= Landesamt Zentrale Polizeiliche Dienste) vorstellig zu werden.

Im Lehrsaaal vom LZPD standen 3 Vorträge auf dem Programm:

1. Der Polizist Frank Reimann stellte uns das GSL-net vor und erklärte wie diese Datenbank bei der LZPD zum Einsatz gekommen ist. Dabei wurde deutlich, dass dieses EDV-System bereits im Vorfeld aktiviert war und viele wertvolle Angaben während und nach dem Ereignis gespeichert wurden. Erstaunlich ist ebenso die Tatsache, dass die Anzahl der Toten bereits sehr früh durch das System der gesammelten Informationen angegeben wurde. Übrigens wird das GSL-net auch von der GSP und dem psychologischen Dienst der Polizei in Luxemburg genutzt.
2. Die Damen Mathai Quellmelz und Annalena Okoniewski stellten uns das wissenschaftliche Forschungsprojekt der Universität Dortmund (TU=Technische Universität Notfallpsychologie) vor. Hierbei geht es darum, für das GSL-net die entsprechenden psychosozialen Seiten mit Screening Tabelle zu erstellen.

3. Die Damen Gladys Pietz und Nadine Schenk vom Deutschen Roten Kreuz des Landesverbandes Nordrhein erklärten, wie die DRK-Helfer sich im Vorfeld für die Lp aufgestellt haben und welche Betreuungsmöglichkeiten durch geschulte Helfer vorgesehen waren.

Das hervorragende Mittagessen in idyllischer Atmosphäre bei 'Diebels im Hafen' diente zu vielen Austauschgesprächen. Vor der Weiterfahrt zum TRYP Hotel nach Oberhausen, stand der Besuch des Unglücksortes auf dem Programm. Das hautnahe Erleben dieses Ortes und der glückliche Zufall der Anwesenheit eines Zeitzeugen, machte allen bewusst, wie am 24. Juli 2010 der Tanz der Freude zum Totentanz wurde.

Das Musical 'Dirty Dancing' ermöglichte nochmals andere Bilder am Tagesende, wobei anschließend viele GSP-ler sich noch nicht zur Ruhe begaben, sondern ungezwungen zusammen saßen, um so dem Ziel des erwünschten 'Team-buildings' näher zu kommen.



Im Konferenzsaal des Hotels fanden am Samstag weitere Vorträge statt. Die beiden Referenten Joachim Häcker und Joachim Müller-Lange wussten die PSNV-Hilfe (=Psychosoziale Notfallversorgung) vor, während und nach der Lp anschaulich darzustellen. Viele kleine Details konnten geklärt und Fragen beantwortet werden. Wie interessant dieser Ausbildungstag gewesen ist, verdeutlicht die Aussage einer GSP-lerin: 'Trotz meiner Müdigkeit, bin ich den ganzen Tag über hellwach geblieben.'

ERSTER „EMERGENCY.LU“ EINSATZ IM JÜNGSTEN LAND DER WELT

Vom 4. bis zum 21. Januar 2012 waren zwei luxemburgische Teams für die erste „emergency.lu“ Mission im Süd-Sudan im Einsatz.

Nachdem der Süd-Sudan unabhängig vom Sudan wurde, halten die Unruhen im Grenzgebiet weiter an. Ein weiteres Problem sind teilweise sehr brutale Kämpfe zwischen verfeindeten Stämmen. Aus diesen Gründen sind viele Menschen aus der Grenzregion und aus den von den Stammeskämpfen betroffenen Regionen geflohen.

WFP, in seiner Funktion als ETC ‚cluster lead‘, bat die luxemburgische Regierung in diesem Kontext um Unterstützung. Im Rahmen des „emergency.lu“ Projektes sollte auf drei Standorten ein satellitengestütztes Kommunikationssystem aufgebaut und den humanitären Organisationen die hier aktiv sind, zur Verfügung gestellt werden.

Nachdem der Innenminister und die Ministerin für Kooperation Ihr Einverständnis gegeben hatten, wurde ein erstes luxemburgisches Team bestehend aus zwei Experten des Zivilschutzes, sowie einem Verantwortlichen des Außenministeriums nach Juba entsandt. Das Team nahm ein „emergency.lu Rapid Kit“, sowie anderes technisches Material auf dem regulären Flug mit.

Ein „emergency.lu Regular Kit“ wurde mittels Cargo-Flug nach Juba geschickt.

In Juba traf das luxemburgische Team weitere Kollegen, unter anderem die lokalen WFP ICT Verantwortlichen, ein FITTEST Vertreter sowie zwei Vertreter von „Ericsson Response“.

Sofort nach ihrer Ankunft nahmen sämtliche Teammitglieder an einem „Security Briefing“ des verantwortlichen Sicherheitsbeauftragten der Vereinten Nationen teil.

Das Rapid Kit wurde im UNHAS-Compound aufgebaut und in Betrieb genommen. Zweck dieser Übung war den anderen Teammitgliedern eine Einführung in das System zu geben, sowie die Gerätschaften zu testen.

Danach flog das Team dann mit einem gecharterten UNHAS-Flug nach Bentiu, wo das System dann richtig zum Einsatz kam.

Da das Regular Kit tagelang in Nairobi im Zoll feststeckte, wurde ein zweites Team nach Juba entsandt, um dieses System in Betrieb zu nehmen.

Auch zu diesem System erhielten die lokalen Verantwortlichen eine Einführung, bevor es dann in Maban in Betrieb genommen wurde.

Momentan sind noch Regular Kits im Süd-Sudan im Einsatz, nämlich in Renk, Pibor und Maban. Seit Januar nutzten über 1650 Vertreter von humanitären Organisationen die von Luxemburg zur Verfügung gestellten Satellitenkapazität.

WFP	World Food Programm
ETC	Emergency Telecommunication Cluster
FITTEST	Fast IT & Telecoms Emergency and Support Team (WFP)
UNHAS	United Nations Humanitarian Air Services





D'VERWALTUNG VUN DEN HËLLEFSDENGSCHTER SICHT NEI INSTRUKTEREN FIR DEN SAUVETAGE/INCENDIE.

**Hues du Loscht dech ze engageieren, hues du Disziplin, gutt Nerven an
bass du gewëllt, däin Wëssen un anerer weider ze gin?**

Dann bass Du de Richtegen!

An enger flotter Ambiance bidden mir Dir vill Wëssen un:

- Geforen op der Asaatzplaz
- Koordinatioun vum Asaatz an d'Kommunikatioun
- Asaatztaktik
- Geféierlech Materialer a Produkter
- Sauvetagetaktiken
- Rettung aus Héischten an Déiften
- Persounbefreiung aus Gefirer
- Handhabung vum schwéieren Otemschtz
- Spezialmaterial fir d'Feierbekämpfung
- An nach villes méi.

Fir matzemaachen muss Du:

- De medezineschen Eegenungstest bestoen
- En Extrait aus dem Casier judiciaire firleeën (net mei aal wei 2 Meint)
- En Eischt-Hëllef Cour gemaach hun
- Den Fäegkeetsbrevet vum 2. Grad bezéiend op Asaatztechniken géint d'Feier (BAT2, BT2) an /oder den Sauvetage-Brevet hun an uschléissend dozou 4 Joer Erfahrung
- Den Otemschtzléiergang (AGT)

Umeldeschluss ass de **15. August 2012** beim
Patrick Grof, 1, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, Tél.: 49 77 1-445.
Fir weider Informatiounen zeckt net an mell Dech um:
Tél.: 49 77 1-302 Hubert Schmit (incendie),
Tél.: 49 77 1-341 Francis Kayser (sauvetage)

Fax: 49 77 1 - 771

E-mail: info@112.public.lu



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Administration des services de secours

Division administrative, technique et médicale

CHANGEMENTS DANS LES CADRES

- En date du 13 décembre 2011, démission honorable de ses fonctions d'instructeur en matière de sauvetage aquatique et de plongée ainsi que de chef de plongée du groupe des hommes-grenouilles de la protection civile a été accordée, sur sa demande, à **Monsieur Marc Peters** d'Angelsberg.
Le titre honorifique de ses fonctions a été conféré à l'intéressé.
- Par arrêté du 1er janvier 2012, **Madame Tanja Agosta** d'Eischen, instructeur en matière de protection radiologique, a été désignée aux fonctions d'instructeur en chef jusqu'au 28 février 2016.
- En date du 2 janvier 2012, démission honorable de ses fonctions de chef du centre de secours d'Ettelbruck a été accordée, pour limite d'âge, à **Monsieur Joseph Tholl** d'Ettelbruck.
Le titre honorifique de ses fonctions a été conféré à l'intéressé.
Par le même arrêté, **Monsieur Henri Scholtes**, chef adjoint du centre de secours d'Ettelbruck, a été nommé aux fonctions de chef dudit centre.
- Par arrêté du 2 janvier 2012, démission honorable de ses fonctions d'instructeur en secourisme, pour limite d'âge, a été accordée à **Madame Jeanine Hammer-Blau** d'Esch-sur-Alzette.
Le titre honorifique de ses fonctions a été conféré à l'intéressée.
- En date du 16 janvier 2012, **Madame Désirée Schaus** d'Esch-sur-Alzette et **Monsieur Patrick Nacciareti** de Mamer, ont été désignés aux fonctions d'instructeur de gestion de crise CBRN jusqu'au 28 février 2016.
- Par arrêté du 1er février 2012, démission honorable de ses fonctions d'instructeur aux techniques de la lutte contre l'incendie a été accordée, sur sa demande, à **Monsieur Wolfgang Gessner** de Mondorf-les Bains avec effet au 13 février 2012.
Le titre honorifique de ses fonctions a été conféré à l'intéressé.

- Par arrêté du 1er février 2012, démission honorable de ses fonctions d'instructeur aux techniques de la lutte contre l'incendie est accordée, sur sa demande, à **Monsieur Alex Petitnicolas** d'Erpeldange.

Le titre honorifique de ses fonctions a été conféré à l'intéressé.

- Par arrêté du 6 février 2012, démission honorable de ses fonctions de chef adjoint du centre d'intervention de Steinfort a été accordée, sur sa demande, à **Monsieur Romain Pepin** d'Eischen.

Le titre honorifique de ses fonctions a été conféré à l'intéressé.

Par le même arrêté, **Monsieur Tom Geditz** d'Eischen a été désigné aux fonctions de chef de centre adjoint dudit centre.

- Par arrêté du 8 février 2012, démission honorable de ses fonctions de chef adjoint du centre de secours de Pétange a été accordée, sur sa demande, à **Monsieur Eugène Musel** de Hautcharage.

Le titre honorifique de ses fonctions a été conféré à l'intéressé.

- Par arrêté du 27 février 2012, démission honorable de ses fonctions d'instructeur en secourisme a été accordée, sur sa demande, à **Madame le Docteur Patrizia Thiry** d'Esch-sur-Alzette.

Le titre honorifique de ses fonctions a été conféré à l'intéressée.

- Par arrêté du 1er mars 2012, démission honorable de ses fonctions d'instructeur en secourisme a été accordée, pour limite d'âge, à **Monsieur Joseph Dahm** de Schiffflange.

Le titre honorifique de ses fonctions a été conféré à l'intéressé.

- Par arrêté du 1er mars 2012, démission honorable de ses fonctions d'instructeur en secourisme a été accordée, sur sa demande, à **Monsieur Frank Jost** de Roodt-Syre.

Le titre honorifique de ses fonctions a été conféré à l'intéressé.

- Par arrêté du 2 mars 2012, démission honorable de ses fonctions de membre du groupe de protection radiologique a été accordée à

Messieurs Carlo Gillen de Wecker et **Urbain Kintzlé** de Wolwelage.

Le titre honorifique de leurs fonctions a été conféré aux intéressés.

- En date du 5 mars 2012 **Monsieur Frank Schmit** d'Ettelbruck a été désigné aux fonctions de chef adjoint du centre d'intervention d'Ettelbruck.

- En date du 16 avril 2012 ont été nommés conseiller techniques de l'Administration des services de secours du 1er avril 2012 au 1er avril 2014 :

Monsieur Léon Anen, directeur honoraire de la protection civile;

Docteur Jean Bisdorff, médecin-anesthésiste-réanimateur à l'Hôpital Kirchberg;

Monsieur Patrick Breuskin, ingénieur-technicien ppal 1er e.r. à la division de la radioprotection de la Santé;

Monsieur René Closter, président de la LAR;

Madame Viviane Coner, chef de division honoraire;

Monsieur Francis Err, ingénieur industriel auprès de la Police Grand-Ducale;

Monsieur Jean-Mathias Goerens, vice-président de la Cour Administrative e.r.;

Monsieur Jean-Pierre Hein, président honoraire de la Fédération des Corps de Sapeurs-Pompiers;

Monsieur Gilbert Hoffmann, ingénieur-technicien;

Monsieur Jean Koster, employé privé e.r.;

Monsieur Jacques Nilles, technicien en génie civil;

Monsieur Gil Orazi, chargé d'études informaticien;

Monsieur Jean-Paul Oth, instructeur en secourisme;

Monsieur Jacques Reitz, professeur de l'enseignement technique;

Monsieur Georges Scheidweiler, chef de division honoraire;

Monsieur Paul Schroeder, attaché de Gouvernement 1er e.r. au Ministère de l'Intérieur et à la Grande Région;

Docteur Pierre Weicherding, médecin-chef de service à la direction de la Santé.

- Par arrêté du 16 avril 2012, démission honorable de ses fonctions de membre du groupe de protection radiologique a été accordée, pour limite d'âge, à **Monsieur Edouard Weisgerber** de Wiltz.

Le titre honorifique de ses fonctions a été conféré

à l'intéressé.

- En date du 19 avril 2012, **Monsieur Nico Thill**, instructeur aux techniques de la lutte contre l'incendie, a été désigné aux fonctions d'instructeur en chef adjoint, chargé de la formation cantonale, jusqu'au 18 octobre 2015.
- En date du 2 mai, **Monsieur Guy Mousel**, instructeur en secourisme, a été nommé conseiller technique de l'Administration des services de secours, chargé de remplir les fonctions de préposé adjoint de l'Ecole Nationale de la Protection Civile jusqu'au 1er avril 2014.
- Par arrêté du 3 mai 2012 démission honorable de ses fonctions de chef adjoint du centre de secours de Schiffflange a été accordée, sur sa demande, à **Monsieur Roland Becker** de Schiffflange.
- En date du 3 mai 2012 **Monsieur Steve Ehmann** de Mondercange a été désigné aux fonctions de chef adjoint du centre de secours de Schiffflange.

LIENS INTERNET

Administration des services de secours	www.112.public.lu
BNS Lintgen	www.bns.lu
CS Bettembourg	www.cibett.lu
CS Diekirch	www.protexdikrich.info
CS Dudelange	www.cid.lu
CS Esch/Alzette	www.spea.lu
CS Hosingen	www.cihosingen.lu
CS Junglinster	www.ciju.org
CS Kayl	www.ciskt.lu
CS Larochette	www.ci-larochette.lu
CS Mamer	www.protexmamer.lu
CS Mertert	www.cimw.lu
CS Pétange	www.protexpetange.lu
CS Rédange	www.pcreiden.lu
CS Schiffflange	www.spschiffflange.com
CS Steinfort	www.cist.lu
CS Schengen	www.cisch.lu
CS Wiltz	www.ciwiltz.lu
CS Bigonville	www.ci-bigonville.lu
Groupe canin	www.groupecanin.lu
Groupe de support psychologique	www.suppsy.lu
Etat	www.etat.lu
Police Grand-Ducale	www.police.public.lu
FNSP (Féd. Nat. des Sapeurs-Pompiers)	www.pompjeesverband.lu
Pharmacie de garde	www.pharmacie.lu
Entente des Hôpitaux luxembourgeois	www.ehl.lu
Croix Rouge Luxembourgeoise	www.croix-rouge.lu
Clinique d'Eich	www.clinique-eich.lu
Assoc. des médecins et médecins-dentistes	www.ammd.lu
Gefahrengutdaten	www.ericards.net
Protection Civile européenne	http://ec.europa.eu/112

RÉPERTOIRE TÉLÉPHONIQUE

ADMINISTRATION DES SERVICES DE SECOURS : www.112.lu 1, rue Robert Stümper - Z.I. Cloche d'Or - L-2557 Luxembourg-Gasperich • tél. 49771-1 • fax 49771-771 / réception tél. 49771-313 (heures d'ouv.: 9:00-17:00)						
112 9007 1234 3 493 492 49771 - 448 Central, des secours d'urgences (fax 49 38 88) INFO Pharmacies et Hôpitaux de garde INFO Cours de premiers secours Helpdesk Intranet (RIBEIRO Fabio)						
Direction FEIDER Michel			tél.	fax	e-mail	helpdesk@secours.etat.lu
Division de la protection civile BLEY Guy	Directeur	49771-406 247-84665	49771-771	49771-9305		michel.feider@secours.etat.lu
Division d'incendie et de sauvetage DI GENOVA Alain	Chef de division	49771-404	49771-9404			guy.bley@secours.etat.lu
Division administrative, technique et médicale LARSEN Tine A.	Chef de division	49771-431	49771-9431			alain.di-genova@secours.etat.lu
BRAUN Ferny	Chef de division	49771-429	49771-9429			tine.larsen@secours.etat.lu
BRUCK Charles	Employée (mi-temps)	49771-411	49771-9411			fernyn.braun@secours.etat.lu
CLESEN Robert	Ingénieur techn. insp. ppal 1er en rang	49771-402	49771-9402			charles.bruck@secours.etat.lu
DECKER Thierry	Employé	49771-405	49771-9405			robert.clesen@secours.etat.lu
FEITZ Nicole	Conseiller informaticien	49771-412	49771-9412			thierry.decker@secours.etat.lu
FLOERCHINGER Paul	Employée	49771-432	49771-9432			nicole.feitz@secours.etat.lu
GEERS Daniel	Employé	49771-442	49771-9442			paul.floerchinger@secours.etat.lu
GILLEN Gisèle	Attaché de direction	49771-407	49771-9407			daniel.geers@secours.etat.lu
GOERGEN Roby	Employée	49771-504	49771-9404			gisèle.gillen@secours.etat.lu
GREIS-KRANTZ Karin	Préposé du service d'urgence	49771-421	49771-9421			roby.goergen@secours.etat.lu
GROF Patrick	Inspecteur principal	49771-445	49771-9445			karin.greis@secours.etat.lu
JUNG-BARADEL Nadine	Expéditionnaire	49771-409	49771-9409			patrick.grof@secours.etat.lu
KAYSER Francis	Employée (mi-temps)	49771-341	49771-9413			hadine.jung@secours.etat.lu
MATYSIK Lydia	Employé	49771-413	49771-9413			francis.kayser@secours.etat.lu
MELDE David	Employée	49771-310	49771-9410			lydia.matysik@secours.etat.lu
OTH Claudine	Employé	49771-408	49771-9408			david.melde@secours.etat.lu
SCHLEICH Gilbert	Chef de bureau adjoint	49771-401	49771-9401			claudine.oth@secours.etat.lu
WIELAND-KLEEBLATT Michèle	Ingénieur techn. insp. ppal 1er en rang	49771-441	49771-9441			gilbert.schleich@secours.etat.lu
Atelier et Base Nationale de Support - BNS 73C, route de Diekirch L-7440 Lintgen BIRSCHHEID Carlo FERRERA Filipe	Employée	32 03 87 32 03 87	32 77 67 32 77 67			michele.wieland@secours.etat.lu
Ecole Nationale de la Protection Civile - ENPC Maison 93 L-9684 Schimpach MARNACH Armand	Rédacteur principal Employé	94 92 33-1 81 81 41	94 92 33 337 81 76 91			carlo.birscheid@secours.etat.lu filipe.ferreira@secours.etat.lu
Ecole Nationale du Service d'Incendie et de Sauvetage - ENSIS 25, rue de la Wark L-9175 Niederfeulen Service Médical - 112, boulevard Patton L-2316 Luxembourg	Employé	26 18 55 30	24 18 45			enpc@secours.etat.lu ensis@nsp.lu medico@secours.etat.lu

IMPRESSUM

Grand-Duché de Luxembourg
Ministère de l'Intérieur et
à la Grande Région
« Fir dech a fir däi Land »
Publication périodique de l'Administration des
services de secours
No. 75

RÉDACTION

Administration des services de secours
1, rue Robert Stümper – L-2557 Luxembourg
Tél : 49 77 11 – Fax : 49771-771

CONCEPTION

Metaph sàrl

IMPRESSION

Imprimerie Centrale S.A.

